

MEMORIAL

Memorial

DU
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

des
Großherzogthums Luxemburg.

VENDREDI, 21 septembre 1883. Nr. 48. Freitag, 21. September 1883.

Arrêté royal grand-ducal du 22 août 1883, concernant le contrôle de la comptabilité dans l'administration des postes et télégraphes.

Nous GUILLAUME III, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc., etc.;

Vu l'art. 8 de la loi du 4 mai 1877, sur l'organisation de l'administration des postes et télégraphes ;

Vu l'art. 21, § 2, de Notre arrêté du 2 décembre 1877, sur la tenue des livres dans les bureaux de poste ;

Attendu que pour assurer la régularité des écritures et l'exactitude des situations de caisse, il y a lieu d'introduire un registre spécial appelé « Livre de caisse » ;

Notre Conseil d'État entendu ;

Sur le rapport de Notre Directeur général des finances et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. A partir du 1^{er} novembre 1883, il sera tenu dans les perceptions des postes et dans les agences des postes à service complet un livre de caisse dans lequel seront inscrits, par rubriques, sous la date de chaque jour, les totaux des recettes et des dépenses accusés par les différents registres qui forment les éléments de la comptabilité des dits bureaux.

A partir de la même date, les comptables des perceptions enverront chaque jour à la Direc-

Königl. Groß. Beschluss vom 22. August 1883, die Buchführung in der Post- und Telegraphen-Verwaltung betreffend.

Wir Wilhelm III., von Gottes Gnaden, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Großherzog von Luxemburg, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht des Art. 8 des Gesetzes vom 4. Mai 1877, die Einrichtung der Post- und Telegraphenverwaltung betreffend ;

Nach Einsicht des Art. 21, § 2, Unseres Beschlusses vom 2. Dezember 1877, die Buchführung in den Postämtern betreffend ;

In Erwägung, daß es behufs Sicherung einer regelmäßigen Schriftführung und eines genaueren Kassenbestandes als notwendig erscheint, ein besonderes Kassenbuch einzuführen ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes ;

Auf den Bericht Unseres General-Directors der Finanzen und nach Berathung der Regierung im Conseil ;

Haben beschlossen und beschließen :

Art. 1. Vom 1. November 1883 ab soll in den Postämtern und vollständigen Postagenturen ein Kassenbuch geführt werden, in welches die in den verschiedenen, die Elemente der Rechnungsführung genannter Artikeln bildenden Register eingetragenen Totalsummen der Einnahmen und Ausgaben rubrikweise und unter dem Datum eines jeden Tages eingetragen werden.

Von demselben Datum ab haben die Rechnungsbeamten der Postämter jeden Tag der Post- und

tion des postes et télégraphes un extrait de ce registre, appelé « Situation comptable du jour », et certifié conforme aux inscriptions journalières portées au dit registre. Pareil extrait sera adressé chaque jour par les agences de plein exercice aux perceptions auxquelles elles sont annexes.

Art. 2. Notre Directeur général des finances prendra toutes les mesures nécessaires pour l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Mémorial*.

Orange-Nassau, le 22 août 1883.

GUILLAUME.

*Le Directeur général
des finances,
M. MONGENAST.*

Arrêté du 28. août 1883, portant règlement de détail et d'ordre pour l'exécution de l'arrêté royal grand-ducal du 22 août 1883, concernant le contrôle de la comptabilité dans l'administration des postes et télégraphes.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES FINANCES ;

Vu l'arrêté royal grand-ducal du 22 août 1883, introduisant dans le service de comptabilité des établissements postaux le livre de caisse et la situation comptable journalière ;

Après délibération du Gouvernement en conseil ;

Arrête :

CHAPITRE I^e.

Livre de caisse.

Art. 1^e. Le livre de caisse institué pour l'usage des perceptions et des agences de plein exercice de l'administration des postes et télégraphes, est tenu conformément aux dispositions générales du présent article, à savoir :

1^o Dans le livre de caisse sont reportés jour par jour et sommairement, suivant les indications plus spéciales des libellés portés au dit registre, les totaux accusés de toutes les recettes et de toutes les dépenses du jour, établis

Telegraphendirection einen, für gleichlautende Abschrift der täglichen Einschreibungen des Kassenbuches bescheinigten Auszug, „Tagesrechnung“ benannt, zuzustellen. Von den vollständigen Agenturen wird ein solcher Auszug jeden Tag an das ihnen übergeordnete Postamt eingesandt.

Art. 2. Unser General-Director der Finanzen wird alle zur Ausführung gegenwärtigen Beschlusses, welcher in's „Memorial“ eingerückt werden soll, erforderlichen Maßnahmen treffen.

Oranien-Nassau den 22. August 1883.

Wilhelm.

*Der General Director
der Finanzen,
M. Mongenast.*

Beschluß vom 28. August 1883, die Ausführungs-Bestimmungen zum Königl.-Großh. Beschluß vom 22. August 1883 über die Buchführung in der Post- und Telegraphenverwaltung betreffend.

Der General-Director der Finanzen;

Nach Einsicht des Königl.-Großh. Beschlusses vom 22. August 1883, durch welchen in dem Rechnungswesen der Postanstalten das Kassenbuch und die Tagesrechnung eingeführt werden;

Nach Berathung der Regierung im Conseil;

Beschließt :

Kapitel I.

Kassenbuch.

Art. 1. Das zum Gebrauche der Postämter und vollständigen Agenturen der Post- und Telegraphenverwaltung eingeführte Kassenbuch soll den allgemeinen Bestimmungen des gegenwärtigen Artikels zufolge geführt werden, nämlich :

1^o Die in jedem den Dienstvorschriften gemäß zur Verwendung kommenden Register täglich festgestellten Totale aller Einnahmen und Ausgaben werden, unter Berücksichtigung der in diesem Buche aufgeführten besonderen Vordrücke, Tag für

par chaque registre dont l'emploi est prescrit par les dispositions sur la matière.

La balance de chaque jour représente la situation journalière de la caisse. Celle du dernier jour du mois est conforme, en général, au résultat du compte mensuel des recettes et des dépenses. Les opérations d'un mois forment, au livre de caisse, un tout complètement séparé.

2° Le livre de caisse a une rubrique spéciale pour chaque libellé du « Compte mensuel ». Toutefois certaines recettes ou dépenses de même nature sont réunies, au livre de caisse, sous une seule rubrique.

Pour faciliter l'établissement au jour de la situation financière des bureaux de poste, le livre de caisse contient encore différentes rubriques non prévues au compte mensuel.

3° Le texte imprimé de chaque rubrique du livre de caisse énonce la nature des opérations qui sont à inscrire en regard, dans la colonne des recettes ou dans celle des dépenses. Les inscriptions dans ces colonnes se font soit isolément dans l'une ou dans l'autre, soit simultanément dans toutes les deux, suivant le cas. Les parties non employées des colonnes portent, en lieu et place de chiffres, un émargement en guillemets.

4° Dans la colonne des recettes du livre de caisse sont inscrites toutes les sommes réalisées, ainsi que celles dont la réalisation est censée être faite dans la journée. Cette colonne renseigne, pour chaque jour, toutes les opérations constatées par les pièces de service portant la date des inscriptions au livre de caisse.

La colonne des dépenses porte les sommes dépensées effectivement ou liquidées en dépense dans les différents registres. Les dépenses doivent être justifiées par des pièces à l'appui ou par des inscriptions régulières de balance.

5° Le livre de caisse est clôturé à la fin de chaque jour par une balance établie au moyen du total des recettes et de celui des dépenses.

Tag summarisch in das Kassenbuch übertragen.

Das Resultat jeder Tagesbilanz gibt den täglichen Kassenbestand an. Das der Bilanz des letzten Monatstages muß im Allgemeinen mit dem Ergebnis der monatlichen Einnahmen- und Ausgabenabrechnung übereinstimmen. Die auf einen Monat bezüglichen Eintragungen des Kassenbuches bilden ein für sich vollständig abgesondertes Ganzes.

2° In dem Kassenbuch findet sich eine besondere Rubrik für den entsprechenden Vordruck der Monatsabrechnung vor. Gewisse gleichartige Einnahmen oder Ausgaben werden jedoch in dem Kassenbuch in einer Rubrik zusammengefaßt.

Zur leichteren Aufstellung der täglichen Finanzlage der Postanstalten enthält das Kassenbuch verschiedene in der Monatsabrechnung nicht vorgesehene Rubriken.

3° Aus dem Vordruck jeder Rubrik des Kassenbuches ist ersichtlich, in welche gegenüberstehende Spalte der Einnahmen oder Ausgaben die jeweilige Einschreibung zu bewirken ist. Die Eintragungen erfolgen je nach ihrer Art, entweder einzeln in die eine oder die andere Spalte, oder aber gleichzeitig in Beide. Nicht in Betracht kommende Theile der Spalte werden an betreffender Stelle mit Leerzeichen („) versehen.

4° In die für die Einnahmen bestimmte Colonne des Kassenbuches werden alle während des Tages eingerommenen Beträge, sowie alle während desselben Tages als vereinnahmt zu betrachtenden Summen gebucht. In dieselbe Spalte werden jeden Tag diejenigen Einschreibungen aufgenommen, welche durch die das Datum der Einschreibung im Kassenbuche tragenden Dienstchrifstücke nachgewiesen sind.

In die Ausgabespalte werden alle wirklich ausgegebenen, sowie die auf Grund der verschiedenen Register rechnerisch verausgabten Summen eingetragen. Alle Ausgaben müssen durch Belegstücke oder durch regelmäßige Bilanzeinschreibungen dargestellt werden.

5° Nach Ablauf eines jeden Tages wird das Kassenbuch durch Bilanz der Gesamt-Einnahmen und Ausgaben abgeschlossen.

Les articles suivants contiennent les prescriptions spéciales de détail et d'ordre pour la tenue du livre de caisse postal, pour la confection des situations comptables et pour les relations de service entre les perceptions et les agences de plein exercice.

Art. 2. En regard du libellé « Produit des lettres taxées » sont inscrits dans le livre de caisse :

1° *En recette*, tous les ports dus sur les lettres non affranchies ou insuffisamment affranchies, reçues pendant la journée et inscrites dans les parts comptables de facteur et les feuilles d'avis du jour pour lequel l'inscription au livre de caisse est faite.

Les correspondances taxées et non encore distribuées comptent comme numéraire en caisse.

2° *En dépense*, les ports irrécouvrables de même nature, qualifiés de « Non-valeurs » au compte mensuel des recettes et des dépenses.

Art. 3. Le libellé « Timbres-poste et autres valeurs postales » comprend, en *recette*, le montant de toutes ces valeurs qui sont inscrites aux registres afférents comme vendues, et en *dépense*, le montant des mêmes valeurs portées en *recette*, mais non encore vendues.

Art. 4. La *recette* faite pour « Quote-part dans les droits des mandats de poste internationaux » est inscrite exclusivement par la perception désignée ad hoc par le directeur des postes et télégraphes.

Ces émargements consistent dans l'inscription de la part des droits de mandats-poste acquise au Grand-Duché dans l'échange des mandats de poste internationaux d'après le résultat des liquidations.

La colonne de la *dépense* n'est employée que dans des cas spéciaux à déterminer.

Art. 5. La rubrique « Journaux (prix et droits postaux) » indique en *recette* les droits acquis au Trésor public dans le service des

Die Detail- und Ordnungsvorschriften zur Führung des Kassenbuches, zur Aufstellung der Tagesrechnung, sowie zu den dienstlichen Beziehungen der Postämter und vollständigen Agenturen unter sich, bilden den Gegenstand nachstehender Artikel.

Art. 2. In dem Kassenbuche wird neben dem Vordruck „*Extrag der taxirten Briefe*“ gebucht :

1° *Als Einnahme*: sämtliches Porto der unfrankirten oder ungenügend frankirten Briefe, welche im Laufe des Tages, auf welchen die *Eintragung* im Kassenbuche sich bezieht, eingegangen und in den Briefträger-Rechnungszetteln und den Briefkarten zum Ansatz gekommen sind.

Die taxirten, jedoch noch nicht zur Bestellung gelangten Briefschäften sind als *Baarschaft* zu verrechnen.

2° *Als Ausgabe*: sämtliches uneinlösbares, auf der Monats-Rechnung unter dem Vordruck „*Unverthe*“ bezeichnetes Porto derselben Art.

Art. 3. Die Benennung „*Briefmarken und andere Postwerthe*“ umfaßt, als *Einnahme*, den Betrag aller Werthbestände, welche in den einschlägigen Registern als verkauft aufgeführt sind, und, als *Ausgabe*, den Bestand der bereits als vereinnahmt gebuchten, jedoch noch nicht verkauften Werthe.

Art. 4. Die als „*Gebühren-Anteil auf internationalen Postanweisungen*“ erzielte *Einnahme* wird ausschließlich durch das von dem Post- und Telegraphen-Director eigens hierzu bezeichnete Postamt eingetragen.

Die Buchung besteht in der Eintragung des nach gegenseitigem Rechnungsabschluße auf das Großherzogthum entfallenden Anteils an den Gebühren des internationalen Postanweisungsverkehrs.

Die für die *Ausgabe* reservirte Spalte wird nur in besonderen zu bestimmenden Fällen benutzt.

Art. 5. In der Rubrik „*Zeitungen (Postgebühren)*“ werden die der Staatskasse zukommenden, aus dem Zeitungsvertriebe herrührenden

abonnements aux journaux, au sur et à mesure de leur versement par le public.

La colonne des *dépenses* ne peut recevoir que des chiffres représentant l'import d'une erreur commise dans la colonne des recettes et découverte après l'établissement de la balance du jour. Cet import ne peut plus figurer dans la balance du jour auquel il se rapporte, à moins que ce ne soit le dernier jour du mois. Dans ce dernier cas, les rectifications nécessaires se font conformément aux dispositions afférentes.

Art. 6. Le libellé «Droits de boîte du mois courant» porte en *recette* les sommes recouvrées en vertu de l'art. 57 du règlement du 31 août 1877, sur le service des postes, pour droit de boîte ou de casier particulier.

La colonne des *dépenses* ne contiendra que les décharges éventuelles accordées par le directeur de l'administration.

Art. 7. En regard du libellé «Taxes des colis non affranchis et factages» sont inscrits :

1° *En recette*, tous les ports dus sur les colis non affranchis ou insuffisamment affranchis, arrivés dans la journée et inscrits dans les feuilles de route du jour, ainsi que les factages à percevoir sur tous les colis de la journée indistinctement.

Les taxes des colis et les factages non encore perçus comptent comme numéraire en caisse.

2° *En dépense*, les taxes et factages irrécouvrables de même nature, admis en déboursé aux termes des dispositions sur la matière, ainsi que les taxes des colis provenant de l'étranger et que les bureaux d'échange sont dans le cas de réexpédier vers d'autres bureaux de poste de l'intérieur.

Les bureaux de l'intérieur portent également en *dépense*, lors de la réexpédition justifiée de colis mal adressés ou mal dirigés, le montant des dits droits qu'ils ont déjà portés en *recette*.

Art. 8. Sous le libellé «*agio*» seront ren-

Gebühren nach Maßgabe der von dem Publikum bewirkten Zahlungen in *Einnahme* gestellt.

In die Ausgabespalte dürfen nur solche Ziffern angezeigt werden, welche den Betrag eines in der Einnahmespalte vorgekommenen, gelegentlich der Tagesbilanz ermittelten Irrthums darstellen. Dieser Betrag darf nicht mehr in der Bilanz desjenigen Tages, auf welchen er sich bezieht, mit aufgeführt werden, wosfern es nicht der letzte Tag des Monats ist. In letzterem Falle werden die nothwendigen Berichtigungen den bezüglichen Bestimmungen zufolge vorgenommen.

Art. 6. Als „Fachgebühren des laufenden Monats“ werden die kraft Art. 57 des Reglements vom 31. August 1877 über den Postdienst erhobenen Gebühren für besondere Kästen oder Fächer vereinnahmt.

In der Ausgabe-Colonne stehen nur die etwaigen, von dem Director der Verwaltung bewilligten Entlastungen.

Art. 7. Unter der Bezeichnung „Porto der unfrankirten Pakete und Bestellgeld“ sind einzuschreiben :

1° Als *Einnahme*, sämmtliches Porto der im Laufe des Tages eingegangenen unfrankirten oder ungenügend frankirten, in den Frachtkarten eingetragenen Pakete, sowie das auf allen Paketen desselben Tages ohne Unterschied zu erhebende Bestellgeld.

Die noch nicht erhobenen Taxen und Bestellgelder werden als *Baarschaft* verrechnet.

2° Als *Ausgabe*, die nicht realisierbaren Taxen und Bestellgelder derselben Gattung, welche den einschlägigen Bestimmungen gemäß zu verauslagen, sowie das Porto der aus dem Auslande herrührenden Pakete, welche von einer Auswechselungs-Postanstalt an andere Poststellen des Inlandes zu überweisen sind.

Ist ein falsch adressirtes oder unrichtig geleitetes Paket begründeter Weise von einem Postamte des Inlandes zur Weiterbeförderung zu bringen, so wird dieses sich für das bereits in *Einnahme* gestellte Porto ebenfalls in *Ausgabe* schadlos halten.

Art. 8. Unter dem Titel „*Agio*“ sind die-

seignées, en *recette*, toutes les sommes recouvrées à titre d'*agio* sur des dépôts effectués, en tout ou en partie, dans une monnaie autre que celle exigée pour des cas déterminés par les dispositions sur la matière.

L'*agio* perçu est à inscrire au profit du Trésor, même si le numéraire en caisse comprend une quantité suffisante de la monnaie prescrite pour couvrir le dépôt qui donne lieu à la perception de l'*agio*.

Aucun *agio* ne peut être perçu au profit du personnel de la poste.

Les émargements en *dépense* ne sont faits que par le bureau de poste de Luxembourg-ville, et seulement dans le cas où, sur la demande des fonds nécessaires à la Recette générale, ce bureau peut justifier que celle-ci n'est pas en mesure d'y satisfaire. La pièce justificative est annexée au compte mensuel des recettes et des dépenses toutes les fois qu'une dépense de ce genre s'y trouve inscrite; pendant le cours du mois elle sert à justifier la dépense portée éventuellement au livre de caisse.

Art. 9. Le libellé «Recettes extraordinaires» est destiné à l'inscription des droits grevant des envois rebutés qui ont été retirés après la mise en rebut à la Direction, et de toutes autres sommes provenant de recettes accidentelles que le directeur assignera à la même rubrique.

Art. 10. Sous les différentes subdivisions du libellé «Mandats de poste» et en regard du pays afférent sont portés les totaux des mandats de poste déposés ou payés dans la journée.

Les fonds déposés pour mandats à destination de chacun de ces pays sont inscrits dans la colonne des *recettes*. Ceux payés pour mandats de poste originaires des mêmes pays sont inscrits dans la colonne des *dépenses*; il en est de même des mandats remboursés.

jenigen Summen zu vereinnahmen, welche als Aufgeld hinsichtlich solcher Einzahlungen erhoben werden, die entweder ganz odertheilweise in einer anderen Geldsorte bewirkt werden, als dies für bestimmte Fälle durch die einschlägigen Bestimmungen vorgeschrieben ist.

Das eingezogene *Agio* ist zu Gunsten der Staatskasse in *Einnahme* zu stellen, selbst wenn der vorhandene Kassenbestand in ausreichendem Maße die zur Deckung der Summe, für welche Aufgeld zu bezahlen ist, erforderlichen Münzsorten aufweisen sollte.

Es darf kein *Agio* zu Gunsten des Postpersonals erhoben werden.

Ausgaben können nur von dem Postamte in Luxemburg-Stadt und zwar nur dann zu Buche gebracht werden, wenn dieses Amt auf eine an die General Kasse erfolgte Anfrage nachweisen kann, daß letztere nicht in der Lage ist, dem Verlangen zu entsprechen. Das betreffende Beweisstück wird jedes Mal der Monats-Abrechnung beigefügt, wenn eine derartige Ausgabe sich in derselben eingetragen findet; im Laufe des Monats selbst aber dient fragliches Schriftstück als Beleg zu der etwa in dem Kassenbuche bewirkten Gutschriftreibung.

Art. 9. Die Rubrik „Außerordentliche Einnahmen“ dient theils zur Eintragung der Gebühren, welche auf unbestellbaren Sendungen haf-ten, die nach ihrem Uebergange unter die Reüts bei der Postdirektion abgeholt worden sind, theils zur Buchung aller anderen von zufälligen Einnahmen herrührenden Summen, welche der Director derselben Rubrik zuweist.

Art. 10. Die Gesamtsummen der jeden Tag ein- und ausgezählten Postanweisungen werden den verschiedenen Unter-Abteilungen der Rubrik „Postanweisungen“ entsprechend und zwar neben dem Namen des jeweiligen Landes eingeschrieben.

Die zu Postanweisungen nach jedem dieser Län-der erfolgten Einzahlungen werden in die Einnahme Spalte übertragen, dagegen die auf Postanweisungen aus denselben Ländern ausgezählten, sowie die an die Absender zurückgezählten Beträge in die Spalte der Ausgaben aufgenommen.

Art. 11. L'import des « Timbres de l'enregistrement non vendus » est inscrit en dépense. Il représente le montant des sommes empruntées à la caisse pour l'achat de timbres de cette espèce.

La colonne des *recettes* ne sera pas employée.

Art. 12. Sous les deux libellés « Remboursements » (poste aux lettres et poste aux colis) sont inscrits :

1° *En recette*, les sommes perçues par les bureaux de poste de destination sur des envois affectés d'un remboursement, ainsi que celles non encore perçues qui figurent dans les pièces de service du jour de l'inscription.

Les remboursements non encore liquidés compteront comme numéraire en caisse.

2° *En dépense*, a) les sommes payées aux expéditeurs d'envois contre remboursement par les bureaux d'origine, après réception d'un avis de remboursement de la part du bureau destinataire ;

b) le montant des remboursements irrécouvrables de toute nature, justifié par un déboursé réglementaire.

Sont encore portés en *dépense*:

a) par les bureaux d'échange, le montant des remboursements grevant des colis provenant de l'étranger et réexpédiés vers d'autres bureaux de l'intérieur ;

b) par les autres bureaux, le montant des remboursements grevant des colis mal adressés ou mal dirigés, mais seulement lors de la réexpédition.

Quant aux droits de douane grevant les envois d'origine étrangère, ils sont portés en *recette* par les bureaux qui en opèrent le recouvrement, et en *dépense* par ceux des bureaux d'échange qui en ont fait l'avance ; cette dernière dépense est liquidée en une seule fois, le dernier jour de chaque mois.

La *recette* et la *dépense* comprennent chaque jour les droits de douane non encore perçus

Art. 11. Der Bestand der „Unverkauften Einregistrierungsstempel“ wird als *Ausgabe* gebucht. Er stellt den Betrag der der Kasse zum Ankauf dieser Stempel entnommenen Summe dar.

Die *Einnahmespalte* wird nicht benutzt.

Art. 12. Unter den Rubriken „Nachnahmen“ (Briefpost und Packetpost) sind zu buchen:

1° Als *Einnahme*, die von den Bestimmungs-Postanstalten auf den mit Nachnahme belasteten Sendungen eingezogenen Beträge, sowie die noch nicht erhobenen Summen, welche in den auf den Tag der Einschreibung bezüglichen Dienstschriften vermerkt sind.

Noch nicht eingelöste Nachnahmebeträge gelten alshaar in Kasse.

2° Als *Ausgabe*, a) die von den Aufgabe-Postanstalten nach eingegangener Benachrichtigung der erfolgten Einlösung, den Einlieferern der Nachnahmesendungen bezahlten Summen;

b) der Betrag der uneinlösbar gebliebenen Nachnahmebeträge jeder Art, welche durch eine regelrechte Entlastungskarte nachgewiesen werden.

Es werden gleichfalls in *Ausgabe* gestellt:

a) von den Auswechselungs-Postanstalten, der Betrag der auf Packeten aus dem Auslande haftenden Nachnahmen, welche nach anderen Postämtern weiter zu leiten sind;

b) von den übrigen Amtern, die auf falsch adressirten oder unrichtig geleiteten Packeten haftenden Nachnahmen, jedoch erst dann, wenn sie zur Weiterbeförderung gelangen.

Die Zollgefälle der aus dem Auslande herührenden Sendungen werden von derjenigen Poststelle welche deren Einlösung bewerkstelligt hat, in *Einnahme* getragen, dagegen von den Auswechselungs-Postämtern, welche den betreffenden Betrag vorbehaltweise entrichtet haben, in *Ausgabe* gestellt; letztere *Ausgabe* wird in einem Male und zwar am letzten Monatstage verrechnet.

Die hierher gehörige *Einnahme* und *Ausgabe* umfassen jeden Tag nicht nur die noch nicht

ou avancés, mais figurant dans les pièces de service du jour de l'inscription.

Art. 13. Le «Solde des mandats-poste internationaux» représente en *recette* le solde au profit du Grand-Duché des décomptes relatifs à l'échange des mandats de poste internationaux.

Le directeur désignera le bureau qui inscrira cette *recette*; il en indiquera en même temps le montant sur le vu des liquidations intervenues.

Art. 14. Les «Fonds de subvention» échangés entre les perceptions des postes seront portés :

1° *En recette*, par la perception des postes à laquelle ils ont été fournis. Sont également portés en *recette*, sous ce libellé, les fonds de subvention reçus de la Recette générale ou d'autres comptables de l'Etat.

2° *En dépense*, par la perception des postes qui les a fournis à un bureau correspondant.

Les fonds de subvention et les versements échangés entre les perceptions et les agences font l'objet de décomptes spéciaux et n'entrent pas en compte dans les situations comptables, les recettes et les dépenses des agences y étant fusionnées avec celles des perceptions mêmes.

Art. 15. L'émargement des *recettes* et des *dépenses* relatives à la débite des «Timbres adhésifs de la douane» se fera conformément aux prescriptions de l'art. 3 ci-dessus relatives aux timbres-poste et autres valeurs postales.

Art. 16. I. Le libellé «Recouvrements non mandatés ou mandatés» est destiné à l'inscription des prix d'édition des abonnements aux journaux.

La liquidation se fait de la manière suivante :

eingezogenen Zollgebühren, sondern auch diejenigen, welche in den Dienstschriftstücken des Rechnungs-Tages eingetragen sind.

Art. 13. Das „Saldo der internationalen Postanweisungen“ stellt in der Einnahme den aus den gegenseitigen Abrechnungen über internationale Postanweisungsbeträge zu Gunsten des Großherzogthums sich ergebenden Überschuss dar.

Der Director wird dasjenige Amt bezeichnen, welches diese Einnahme zu verrechnen hat und gleichzeitig deren Betrag nach Einsicht der erfolgten Rechnungsschlüsse näher angeben.

Art. 14. Die zwischen den Postämtern ausgetauschten „Ausihilfegelder“ werden :

1° Von dem Postamte, welchem diese Gelder geliefert worden sind, in Einnahme gestellt. In derselben Weise und unter derselben Rubrik werden die von der General-Kasse oder andern Staats-Einnehmern beschafften Ausihilfegelder eingetrieben.

2° Von der Postperception, welche dem entsprechenden Amte die Gelder überwiesen hat, in Ausgabe verrechnet.

Die zwischen den Perceptionen und Agenturen gewechselten Ausihilfegelder und bewirkten Zahlungen bilden den Gegenstand besonderer Abrechnungen und kommen für die Feststellung der Tagesrechnung nicht in Betracht, indem die Einnahmen und Ausgaben der Agenturen und der Perceptionen darin in ein Ganzes zusammenfließen.

Art. 15. Hinsichtlich der „Zoll-Ausklebemarken“ erfolgt die Buchung der Einnahmen und Ausgaben gemäß den Vorschriften des vorstehenden Art. 3 über die Briefmarken und andere Postwertzeichen.

Art. 16. I. In der Rubrik „schwebende oder verrechnete Geldbeträge“ werden die Verlagspreise der Zeitungsabonnemente eingetragen.

Die Buchung erfolgt in nachstehender Weise :

1^e Les prix d'éditeur recouvrés sont portés provisoirement en *recette* sous le libellé «Recouvrements non encore mandatés» au fur et à mesure des versements du public.

2^e Lors de la liquidation, le montant adressé aux éditeurs sera inscrit en *dépense*, en regard du libellé «Recouvrements mandatés», afin de rétablir ainsi la balance avec les sommes inscrites transitoirement en *recette* conformément au paragraphe précédent.

Comme le montant de ces prix est soldé aux éditeurs au moyen de mandats de poste, il sera inscrit ensuite définitivement en *recette* lors de l'émission de ces mandats, parmi les fonds inscrits pour mandats de poste déposés.

II. Le libellé ne concerne pas les virements de fonds auxquels donnent lieu les mandats d'encaissement. Les sommes touchées par les facteurs sur effets de commerce ou autres sont adressées immédiatement, par mandat de poste, aux expéditeurs des mandats d'encaissement afférents et figurent alors d'elles-mêmes en *recette*, parmi les fonds inscrits pour mandats de poste déposés.

Art. 17. Il est inscrit en *dépense*, en regard du libellé «Paiements faits sur l'ordre du Receveur général», le montant des quittances de traitement ou autres payé en réalité aux bénéficiaires et justifié par leurs quittances.

Il est fait défense expresse aux comptables de conserver par devers eux, même du consentement des intéressés, des pièces quittancees qui n'auraient pas été acquittées de leur propre caisse. Il leur est également défendu de différer un paiement dont ils sont chargés, sans en donner les motifs par écrit au porteur du mandat (art. 46 du règlement sur les finances du 23 décembre 1852).

Les pièces de dépenses de cette nature doivent être comprises dans le premier verse-

1^e Die erhobenen Zeitungs-Einkaufspreise werden vorläufig unter der Benennung „schwebende Geldbeträge“ je nach den vom Publikum gemachten Zahlungen als *Einnahme* gebucht.

2^e Bei der Auszahlung der Einkaufspreise an die Zeitungsverleger wird der betreffende Betrag neben der Bezeichnung „verrechnete Geldbeträge“ in Aussage gestellt, um die Bilanz zwischen der gemäß dem vorigen Paragraphen vorübergehend als *Einnahme verrechneten Summen herzustellen.*

Da die Zahlung des Einkaufspreises an die Verleger der Zeitungen im Wege der Postanweisung stattfindet, so wird der Betrag endgültig bei der Aussiedlung der Postanweisung als *Einnahme unter den zu Postanweisungen eingezahlten Beträgen* gebucht.

II. Diese Rubrik bezieht sich nicht auf den Umsatz der Postauftragsgelder. Die von den Briefträgern auf Handelseffekten und anderen Papieren eingezogenen Summen werden den Postauftraggebern sofort durch Postanweisung zugesertigt und stehen daher selbstverständlich unter den Postanweisungs-Zahlungen in *Einnahme*.

Art. 17. Neben der Anbeutung „auf Anweisung des General-Einnehmers bewirkte Zahlungen“ wird der Betrag der Gehalts- und anderer Quittungen in Aussage eingeschrieben, wenn er wirklich zufolge Quittungsnachweis an die auf sie lautenden Personen bezahlt worden ist.

Es ist den Rechnungsbeamten ausdrücklich untersagt, selbst mit Einwilligung der Beteiligten, quittierte Schriftstücke zu behalten, wenn sie nicht den in denselben enthaltenen Betrag aus ihrer eigenen Verwaltungskasse ausbezahlt haben. Es ist ihnen ebenfalls untersagt, eine ihnen aufgetragene Zahlung zu verschieben, ohne den Grund hierfür dem Inhaber der Anweisung schriftlich mitzuteilen. (Art. 46 des Finanzreglements vom 23. Dezember 1852.)

Derartige Aussage-Belege müssen in die nächste auf das Datum der Zahlung folgende Geldein-

ment qui sera fait après la date du paiement. Cette date doit y être apposée au moment même du paiement et certifiée par le comptable.

Art. 18. 1° Le montant des «Versements faits à la Recette générale» est inscrit sous la date même que portent les quittances de versement.

2° Les versements faits pendant un mois pour faire écouler les recettes courantes du même mois seront inscrits dans la colonne des dépenses, sous la rubrique des versements pour le «mois courant».

3° Les versements faits pendant le mois pour écouler, en tout ou en partie, des recettes effectuées pendant le mois précédent seront inscrits dans la même colonne, sous la rubrique des versements pour le mois précédent.

4° Il est formellement interdit de confondre sous un même chiffre ces deux espèces de versements.

Art. 19. 1° Le libellé «Reste en caissé des jours antérieurs» comprendra en *recette*, à titre de report, le résultat de la balance du jour précédent. Cette rubrique n'est donc pas utilisée le premier jour du mois courant.

2° Le «Reste en caisse du mois précédent» représentera en *recette* le résultat de la balance du dernier compte mensuel du mois précédent.

3° Le «Reste en caisse de l'exercice antérieur» représentera, en *recette*, le résultat de la balance du dernier compte mensuel fourni pour l'année écoulée.

4° Chaque mois et seulement une fois, sous la date du 1^{er} du mois, sont inscrits au livre le caisse le reste en caisse du mois précédent t, le cas échéant, celui de l'exercice antérieur, et ce aussi longtemps que ce reste en caisse n'aura pas été balancé par un versement du même montant.

De fait les deux dernières espèces de «Reste en caisse» se retrouvent néanmoins dans la

lieferung an die General-Kasse begriffen werden. Das Datum muß im Augenblicke der Zahlung selbst eingetragen und von dem Kassenbeamten bestätigt werden.

Art. 18. 1° Der Betrag der „Geldeinlieferungen an die General-Kasse“ wird unter demselben Datum gebucht, welches die Einzahlungs-Quittungen tragen.

2° Die während eines Monats zur Aufführung der laufenden Einnahmen desselben Monats vorgenommenen Geldeinlieferungen werden in der Ausgabe Colonne der Rubrik der Geldeinlieferungen des „laufenden Monats“ vermerkt.

3° Die im Laufe eines Monats zur gänzlichen oder theilweisen Aufführung der im vorhergehenden Monate bewirkten Einnahmen vorgenommenen Geldeinlieferungen werden in dieselbe Spalte, in der Rubrik der Geldeinlieferungen des „vorigen Monats“ aufgenommen.

4° Es ist ausdrücklich untersagt diese zwei verschiedenenartigen Geldeinlieferungen in eine und dieselbe Zahl einzubegreifen.

Art. 19. 1° Der „Restbestand der vorigen Tage“ begreift in der Einnahme, als Uebertrag, das Ergebniß der Bilanz des vorigen Tages. Demnach bleibt diese Rubrik für den ersten Tag des laufenden Monats leer.

2° Der „Restbestand des vorhergehenden Monats“ stellt als Einnahme das Resultat der Bilanz aus der letzten Abrechnung des vorhergehenden Monats dar.

3° Der „Restbestand des vorigen Rechnungsjahrs“ weist als Einnahme das Ergebniß der Bilanz der letzten für das versessene Jahr eingereichten Monats-Abrechnung nach.

4° Jeden Monat wird nur ein Mal, nämlich am ersten Tage, der Restbestand des vorhergehenden Monats und, vorkommenden Fälls, des vorhergehenden Rechnungsjahres in das Kassenbuch übertragen und zwar so lange, bis dieser Restbestand durch eine Geldeinlieferung von demselben Betrage ausgeglichen wird.

Nichtsdestoweniger finden sich die beiden letzteren Arten von Restbeständen tatsächlich in der täg-

recette journalière du mois sous la rubrique « Reste en caisse des jours antérieurs », où elles se trouvent confondues avec toutes les autres recettes de nature diverse. — Par contre, elles sont inscrites chaque jour séparément à la balance des situations comptables, jusqu'à leur complet apurement, conformément à l'art. 27, § 5, du présent règlement.

5° La colonne des *dépenses* ne peut pas être employée ; il est, en effet, interdit aux comptables d'employer à un versement ou à une dépense des fonds autres que ceux recouvrés sur l'une ou l'autre des catégories de recette énumérées aux libellés du livre de caisse.

Art. 20. Le libellé « Totaux » comprend pour chaque jour le total des *recettes* et celui des *dépenses*.

Le total des dépenses est déduit journallement de celui des recettes, pour établir, en balance, ce qui reste en caisse à la fin de chaque jour.

Le « Reste en caisse » est exprimé d'abord en chiffres, puis, à la suite, en toutes lettres ; le résultat final de chaque journée est daté et signé par le comptable.

CHAPITRE II.

Situation comptable journalière.

Art. 21. La « Situation comptable » instituée pour l'usage des perceptions et des agences de plein exercice est établie d'après le texte du modèle fourni par la Direction. Elle représente un extrait des opérations inscrites chaque jour dans le livre de caisse, avec report du résultat des jours antérieurs, de façon qu'à la fin de chaque mois elle porte aux diverses rubriques, en général, les mêmes sommes que le compte mensuel, et que le reste en caisse figurant sur la situation comptable est, à peu de chose près, le même que celui émargé au compte mensuel.

Art. 22. La « Situation comptable » est adressée chaque jour

1° par les perceptions, à la Direction des

lichen Einnahme des Monats vor unter der Rubrik „Restbestand der vorigen Tage“, allwo sie mit allen übrigen verschiedenartigen Einnahmen in einer und derselben Zahl dargestellt sind. — Dagegen werden sie gesondert in die Bilanz der Tagesrechnung bis zur gänzlichen Tilgung eingetragen, gemäß Art. 27, § 5, gegenwärtigen Reglements.

5° Die Ausgabespalte darf nicht benutzt werden; es ist den Rechnungsbeamten nämlich untersagt, zu Geldeinlieferungen oder Ausgaben andere Gelder zu verwenden, als die durch die eine oder die andere der im Kassenbuche angegebenen Einnahme-Arten aufgetretenen Beträge.

Art. 20. Neben dem Bemerk „Totale“ steht bezüglich jeden Tages die Summe der Einnahmen und diejenige der Ausgaben.

Das Total der Ausgaben wird täglich von demjenigen der Einnahmen in Abzug gebracht, um den am Ende eines jeden Tages vorhandenen Restbestand zu ermitteln.

Der „Restbestand“ wird zuerst in Ziffern und darnach in ganzen Buchstaben ausgedrückt; das Schlussresultat eines jeden Tages wird von dem Rechnungsbeamten datirt und unterschrieben.

Kapitel II.

Tagesrechnung.

Art. 21. Die zum Gebrauche der Postämter und vollständigen Agenturen eingerichtete „Tagesrechnung“ wird gemäß dem Vordrucke des von der Direction gelieferten Formulars aufgestellt. Sie bildet einen Auszug der täglich in dem Kassenbuche vorgenommenen Einschreibungen mit Übertrag der Ergebnisse aus den früheren Tagen, so daß sie im Allgemeinen am Schlusse des Monats in den verschiedenen Rubriken dieselben Summen aufweist wie die Monats-Abrechnung, und daß der aus der Tagesrechnung hervorgehende Restbestand nahezu derselbe wie in der Monats-Abrechnung ist.

Art. 22. Die „Tagesrechnung“ wird jeden Tag

1° von den Perceptionen an die Post- und

postes et télégraphes au plus tard avec la dernière expédition du jour qui suit celui pour lequel elle est dressée ;

2° par les agences de plein exercice, à la perception préposée au plus tard avec la première expédition du jour qui suit celui pour lequel elle est dressée.

Art. 23. La situation à établir chaque jour par les perceptions comprend dans tous ses détails non seulement les chiffres qui concernent le bureau de perception, mais encore ceux des agences de plein exercice et des facteurs de relais qui sont placés sous les ordres de la perception. Ces chiffres réunis seront confondus dans un seul nombre et émargés en regard des rubriques afférentes.

La prescription du présent article est également applicable à la tenue du livre de caisse.

Par dérogation à cette règle générale, il est prescrit que le dernier jour de chaque mois les perceptions adressent à la Direction une situation comptable qui n'indique dans la colonne du jour que les opérations du bureau de perception. Les recettes effectuées par les agences et les relais, le dernier jour du mois, seront portées sur une « Situation comptable complémentaire », portant la date du 3 du mois suivant ; elles sont inscrites dans la colonne « du jour », avec report dans la colonne des « jours antérieurs » des différents totaux de la situation comptable fournie pour le dernier jour du mois écoulé. Pour le surplus, les recettes de la « journée complémentaire » d'un mois écoulé sont considérées comme recettes du mois courant. Cette situation complémentaire comprendra, en une seule fois, les recettes effectuées par les agences de la poste aux colis pendant le mois écoulé.

Les percepteurs réservent au livre de caisse, à la suite du dernier jour d'un mois, l'espace nécessaire pour l'inscription de la journée complémentaire du même mois.

Telegraphen-Direction und zwar spätestens mit der letzten Expedition des nächstfolgenden Tages, und

2° von den vollständigen Postagenturen an die übergeordnete Perception spätestens mit dem ersten Kartenschluß des nächstfolgenden Tages eingesandt.

Art. 23. Die von den Perceptionen täglich aufzustellende Tagesrechnung begreift im Einzelnen nicht bloß die auf diese Perception selbst bezüglichen Ziffern, sondern auch diejenigen der ihnen untergeordneten vollständigen Agenturen und Relais. Diese verschiedenen Ziffern werden in eine Zahl zusammengefaßt und in die betreffenden Rubriken eingetragen.

Die Vorschrift des gegenwärtigen Artikels ist gleichfalls auf die Führung des Kassenbuches anwendbar.

Unter Abweichung von dieser allgemeinen Regel ist es Vorschrift, daß für den letzten Tag eines jeden Monats die Perceptionen der Direction eine Tagesrechnung zufertigen, welche in der Tagescolonne nur die Operationen der Perception angibt. Die von den vollständigen Agenturen und Relais während des letzten Monatstages erzielten Einnahmen werden in eine „nachträgliche Tagesrechnung“ aufgenommen, welche vom 3. des folgenden Monats zu datiren ist. Diese Einnahmen werden in die Spalte „des Tages“ eingeschrieben, und die verschiedenen Totale der für den letzten Tag des verflossenen Monats eingereichten Tagesrechnung in die Colonne der „vorhergehenden Tage“ übertragen. Im Uebrigen werden die Einnahmen des Ergänzungstages eines abgelaufenen Monats als Einnahmen des laufenden Monats betrachtet. Diese nachträgliche Tagesrechnung umfaßt in einem Male die von den Packetpost-Agenturen während des vorigen Monats gemachten Einnahmen.

Im Kassenbuche lassen die Perceptoren nach dem letzten Tage des Monats den zur Eintragung des Ergänzungstages desselben Monats nothwendigen Raum.

Art. 24. Les agents des postes étant chargés de la gestion de bureaux de poste secondaires et rattachés à des perceptions auxquelles ils doivent — aux termes de l'art. 28 de l'arrêté royal grand-ducal du 2 décembre 1877 — compter journallement leurs recettes, le mode de décompte quotidien de ces deux espèces d'établissements postaux est réglé de la manière suivante :

1° Les opérations de caisse des agences de plein exercice sont les mêmes que celles des perceptions. La seule distinction qui existe, c'est que les perceptions sont gérées par des comptables de l'Etat qui versent leurs fonds à la Recette générale, tandis que les agences de plein exercice versent leurs recettes entre les mains du préposé d'une perception.

2° En même temps qu'elles font parvenir la situation comptable aux perceptions préposées, les agences leur versent également les fonds qu'elles ont reçus pendant les heures de service du jour pour lequel la situation comptable est établie. Dans le cas où tout ou partie des recettes de la journée a servi au paiement de mandats de poste arrivés dans la même journée, les agents verseront le solde qui se trouve en caisse à la fermeture du bureau.

Ces versements ne sont obligatoires que si le montant des fonds en caisse dépasse 300 francs.

3° Au dos de la situation comptable des agences se trouve imprimée la formule d'un « décompte journalier » entre les agences et les perceptions. Toutes les rubriques de ce décompte doivent être remplies régulièrement chaque jour par les agences. S'il n'y a pas d'opération à inscrire pour un jour ou pour une rubrique quelconque, cette situation sera indiquée par l'émargement « Néant ».

4° En échange des sommes reçues et afin d'arrêter d'un jour à l'autre la situation respective des caisses des perceptions et des agences, les perceptions adressent chaque jour aux agences, par le premier courrier du jour, une

Art. 24. Die Postagenten sind mit der Leitung von Neben-Postämtern beauftragt, welche von Perceptionen abhängig sind, und müssen mithin — laut Art. 28 des Königl. Großherzogl. Beschlusses vom 2. Dezember 1877 — täglich mit diesen ihre Einnahmen verrechnen; dieser tägliche Abrechnungsmodus der beiden Arten von Postanstalten ist in folgender Weise geregelt :

1° Die Kassenverrichtungen der vollständigen Agenturen sind dieselben, wie diejenigen der Perceptionen. Der einzige Unterschied ist der, daß die Perceptionen von Rechnungsbeamten verwaltet werden, welche ihre Kassengelder an die General-Kasse einliefern, während die erwähnten Agenturen ihre Einnahmen dem Vorsteher einer Perception überweisen.

2° Wenn die Agenturen den ihnen übergeordneten Perceptionen die Tagesrechnung zusenden, so übermachen sie denselben gleichzeitig die während den Dienststunden dessenigen Tages, auf welchen die Tagesrechnung lautet, eingetommenen Gelder. Hat diese Tageseinnahme ganz oder theilweise zur Zahlung von eingegangenen Postanweisungen gedient, so liefern die Agenturen bei Büreauschluß vorhandenen Restbestand ab.

Diese Geldeinlieferungen sind jedoch nur dann obligatorisch, wenn der Kassenbestand 300 Franken übersteigt.

3° Auf der Rückseite der Tagesrechnung der Agenturen findet sich der Vordruck einer „täglichen Abrechnung“ zwischen den Agenturen und Perceptionen. Alle Rubriken dieser Abrechnung müssen regelmäßig jeden Tag von den Agenturen ausgefüllt werden. Ist hinsichtlich eines Tages oder einer Rubrik nichts einzuschreiben, so wird dies durch den Vermerk „leer“ angedeutet.

4° Um von einem Tage zum andern den gegenseitigen Kassenbestand der Perceptionen und Agenturen abzuschließen, fertigen die Perceptionen den Agenturen jeden Tag für die von letzteren erhaltenen Gelder mit dem ersten Kartenschluß

« quittance quotidienne » dont l'imprimé sera fourni par l'administration. Toutes les rubriques de cette quittance doivent être remplies régulièrement par les perceptions, suivant le mode prescrit à l'alinéa précédent pour les « décomptes journaliers ».

5° La situation comptable des agences, le décompte journalier et la quittance quotidienne sont datés et signés par le comptable qui les aura dressés. Ces pièces sont vérifiées par les comptables intéressés, au moment de leur arrivée. Le fait de la vérification est constaté par l'apposition au bas des pièces du mot « vérifié » et de l'empreinte du timbre à date. L'employé expéditeur de ces pièces appose le timbre à date à la tête de l'imprimé.

6° La situation comptable des agences, le décompte journalier et la quittance quotidienne doivent être classés par ordre de date, dans des paquets distincts, ficelés et étiquetés par mois et par bureau. Ces pièces restent déposées aux bureaux de destination.

7° Les envois de fonds que les agences ou les perceptions échangent entre eux pour affaires de service sont à traiter sous tous les rapports comme colis de service à valeur déclarée.

Art. 25. La confection des situations comptables, du décompte journalier et de la quittance quotidienne ne déroge en rien aux dispositions actuellement en vigueur sur l'envoi du compte mensuel, du compte supplémentaire mensuel et du compte général, ni sur le décompte mensuel des agences de plein exercice avec les perceptions préposées.

Art. 26. Le décompte mensuel des agences est établi à la fin de chaque mois. Il résume toutes les opérations de service du mois pour lequel il est établi.

1° Il est dressé en double expédition et livré à la perception préposée au plus tard le 2 du

eine „Tages-Quittung“ zu, für welche die Verwaltung das gedruckte Formular beschafft. Alle Rubriken dieser Quittung müssen gemäß dem in dem vorhergehenden Absatz für die „tägliche Abrechnung“ vorgeschriebenen Verfahren regelmäßig ausgefüllt werden.

5° Die Tagesrechnung der Agenturen, die tägliche Abrechnung und die Tages-Quittung werden von denselben Kassenbeamten datirt und unterschrieben, welcher sie aufgestellt hat. Diese Schriftstücke werden bei ihrem Eingange von dem mitbeteiligten Kassenbeamten geprüft und diese Prüfung am Fuße des Documentes durch den Vermerk „geprüft“ nebst Abdruck des Tagesstempels nachgewiesen. Der diese Schriftstücke absendende Beamte hat das Druckformular am Kopfe mit dem Tagesstempel zu bedrucken.

6° Die Tagesrechnung der Agenturen, die tägliche Abrechnung und die Tages-Quittung müssen nach Datum geordnet, in besonderen Packeten zusammengebunden und mit einem Zettel versehen werden, auf welchem Monat und Bureau ersichtlich sind. Diese Schriftstücke werden in der Bestimmungs-Dienststelle aufbewahrt.

7° Die zwischen den Perceptionen und Agenturen zu Dienztzwecken austauschenden Kassenzettel sind in jeder Beziehung als Dienstpackete mit Werthangabe zu behandeln.

Art. 25. Durch die Einführung der Tagesrechnung, der täglichen Abrechnung und der Tages-Quittung wird nichts geändert, weder an den gegenwärtig in Kraft stehenden Bestimmungen über die Einsendung der Monats-Abrechnung, der ergänzenden Monats-Abrechnung und der Haupt-Abrechnung, noch an der monatlichen Abrechnung der vollständigen Agenturen mit den vorgefegten Perceptionen.

Art. 26. Die Monats-Abrechnung der Agenturen wird am Ende eines jeden Monats aufgestellt. Sie resumiert alle rechnerischen Buchungen des Monats, für welchen sie eingereicht wird.

1° Sie ist in doppelter Ausfertigung, spätestens am 2. des Monats, welcher auf den folgt, auf

mois qui suit celui auquel il se rapporte. Il est daté et signé par l'agent.

2° Il doit être accompagné des pièces à l'appui ; après son acceptation par le percepteur, celui-ci en délivre à l'agent un exemplaire muni de sa quittance, l'autre exemplaire restant déposé à la perception.

3° Les agents et les percepteurs conservent ces décomptes par devers eux à la disposition de l'administration.

Quant aux pièces à l'appui du décompte, elles sont annexées à la comptabilité mensuelle des perceptions.

4° Les relevés principaux dressés par les agences, notamment ceux des mandats de poste et des mandats d'encaissement, doivent être sommés, datés et signés. Leur montant est transcrit à la fin du mois à la suite du relevé respectif des perceptions et réuni au total de celui-ci dans un total global.

5° Les percepteurs sont obligés d'établir chaque mois, au moyen des décomptes journaliers fournis par les agents, une comparaison entre les chiffres insérés dans ces décomptes et ceux insérés dans la situation comptable et dans la quittance quotidienne. — Si le résultat de cette comparaison n'est pas satisfaisant, les percepteurs en informeront immédiatement le directeur. Cette information énonce en même temps les circonstances qui auront fait naître l'appréhension exprimée et sera accompagnée éventuellement des pièces à l'appui. — Les percepteurs agissent de même toutes les fois qu'ils constatent une contravention quelconque aux dispositions du présent arrêté.

CHAPITRE III.

Dispositions communes aux deux chapitres précédents.

Art. 27. L'ensemble des dispositions du présent arrêté est régi par les considérations et prescriptions générales suivantes :

welchen die Abrechnung sich bezieht, von dem Agenten mit Datum und Unterschrift versehen, der vorgesetzten Perception zuzustellen.

2° Sie ist mit den erforderlichen Beweisstücken zu belegen. Der Perceptor wird, nach Anerkennung der Richtigkeit, ein mit seiner Quittung versehenes Exemplar dem Agenten zurückstellen, das andere Exemplar in der Perception aufzubewahren.

3° Die Agenten und Perceptoren haben diese Abrechnungen zur Verfügung der Verwaltung zu halten.

Die zu der Monats-Abrechnung gehörigen Belege hingegen sind den monatlichen Rechnungsschriften der Perceptionen beizuschließen.

4° Die von den Agenten aufgestellten Hauptverzeichnisse, namentlich die der Postanweisungen und Postlaufträge, müssen aufsummirt, datirt und unterschrieben sein. Der Betrag wird am Ende des Monats in das entsprechende Verzeichnis der Perception nachgetragen und mit dem Totale desselben zu einer Hauptsumme vereinigt.

5° Die Perceptoren sind verpflichtet, jeden Monat mittels der von den Agenten gefertigten täglichen Abrechnungen einen Vergleich zwischen den in diese Abrechnungen und den in die Tagesrechnung und die Tages-Quittung eingetragenen Biffern anzustellen. — Ist das Ergebniß dieses Vergleiches nicht befriedigend, so läßt der Perceptor unverzüglich hierüber Benachrichtigung an den Director gelangen, unter gleichzeitiger Angabe der Umstände, welche die Bedenken veranlaßt haben und unter Beigabe der etwaigen Belege. In gleicher Weise verfahren die Perceptoren jedes Mal, wenn sie irgend eine Zuwiderhandlung gegen den gegenwärtigen Beschuß ermitteln.

Kapitel III.

Gemeinschaftliche, auf die beiden vorhergehenden Kapitel bezügliche Bestimmungen.

Art. 27. Sämtliche Bestimmungen des gegenwärtigen Beschlusses richten sich nach den nachstehenden allgemeinen Gesichtspunkten und Vorschriften :

1° Les indications du livre de caisse, ainsi qu'il est dit à l'art. 1^e ci-dessus, sont pour autant que possible identiques à celles du décompte mensuel.

2° Le compte mensuel des perceptions et le décompte mensuel des agences indiquent la situation de caisse des bureaux pour chaque mois séparément, avec report des recettes et des dépenses des mois antérieurs d'un même exercice.

3° Le livre de caisse contient seulement les opérations journalières des bureaux, c'est-à-dire, le compte des recettes et des dépenses effectuées par jour, avec report des versements et du reste en caisse du mois courant, du mois précédent et de l'exercice antérieur.

4° La situation comptable donne, jour par jour, et avec report des jours antérieurs d'un même mois, le détail des recettes et des dépenses effectuées. Ce détail du dernier jour d'un mois, majoré du détail des recettes de la journée complémentaire du troisième jour de chaque mois à charge du mois précédent, est celui qui est à transcrire sur le compte mensuel, pour autant qu'il y a concordance entre le texte des rubriques. — De même, la balance de la situation comptable journalière est combinée de manière à représenter le même résultat quotidien que le livre de caisse.

5° Les restes en caisse se rapportant au mois précédent ou à l'exercice antérieur sont inscrits au livre de caisse et aux situations comptables, ainsi qu'il est prescrit par l'art. 19 ci-dessus. Ils peuvent disparaître seulement de ces documents le premier jour du mois qui suit celui pendant lequel des versements auront, à leur égard, rétabli l'équilibre de caisse, soit pour une seule de ces rubriques, soit pour toutes.

La régularisation définitive de ces sommes se fait par le compte mensuel pour le mois précédent, et par le compte supplémentaire pour l'exercice antérieur.

Art. 28. Afin d'assurer la plus grande exacti-

1° Die Eintragungen des Kassenbuches müssen, wie bereits in obigem Art. 1 bemerkt, soviel als möglich mit denjenigen der Monats-Abrechnung übereinstimmen.

2° Die Monats-Abrechnung der Perceptionen und die monatliche Abrechnung der Agenturen legen, unter gleichzeitigem Übertrag der Einnahmen und Ausgaben aus den früheren Monaten desselben Rechnungsjahres, für jeden Monat insbesondere den Kassenbestand der Ämter dar.

3° Das Kassenbuch enthält nur die täglichen Buchungen der Amtser, d. h. die Verrechnung der Einnahmen und Ausgaben des Tages, nebst Übertrag der Geldeinlieferungen und des Restbestandes des laufenden und vorigen Monats, sowie des vorigen Verwaltungsjahres.

4° Die Tagesrechnung weist Tag für Tag, unter Übertrag der vorhergehenden Tage eines Monats, im Einzelnen die bewirkten Einnahmen und Ausgaben nach. Die einzelnen Angaben des letzten Tages mit Beziehung der detaillierten Einnahmen und Ausgaben des ergänzenden Tages, nämlich des 3., auf den vorigen Monat zu übernehmenden Tages eines jeden Monats, bildet das nach Maßgabe der gleichlautenden Rubriken in die Monats-Abrechnung zu übertragende Resultat. — Die Bilanz der Tagesrechnung ist ebenfalls in der Weise zusammengestellt, daß sie tagweise dasselbe Resultat aufweist wie das Kassenbuch.

5° Die auf den vorigen Monat oder das vorige Verwaltungsjahr bezüglichen Restbestände werden in das Kassenbuch und in die Tagesrechnungen gemäß den Vorschriften des vorstehenden Art. 19 eingetragen. Sie können erst mit dem ersten Tage des Monats ausfallen, welcher auf denjenigen folgt, in welchem auf diese Restbestände bezügliche Geldeinlieferungen das Kassengleichgewicht entweder für eine Rubrik oder für alle herstellen.

Die endgültige Verrechnung dieser Summen erfolgt für den vorhergehenden Monat mittels der Monats-Abrechnung, und für das vorige Jahr mittels der Ergänzung-Abrechnung.

Art. 28. Um die größtmögliche Genauigkeit

titude à la confection de la situation comptable de chaque jour, il est enjoint aux préposés des bureaux de transcrire les « totaux » de la situation achevée sur la situation du jour suivant dans la colonne des « jours antérieurs », et ce avant l'expédition de la situation achevée.

Cette prescription est motivée par la circonsistance que le livre de caisse ne peut pas tenir compte des détails des jours antérieurs.

Art. 29. La situation comptable une fois établie, le comptable comptera chaque jour son numéraire et les valeurs en caisse, et constatera ainsi si sa situation à l'égard du Trésor public est régulière ou non.

En cas de doute ou d'irrégularité dans cette situation, le comptable est obligé d'en informer immédiatement le directeur de l'administration, en indiquant aussi clairement que possible les points douteux ou irréguliers. Si l'irrégularité à signaler est d'une certaine importance, cette information est faite par voie télégraphique, et le directeur avise s'il y a lieu de faire procéder à une vérification de caisse immédiate.

Art. 30. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*. Il entrera en vigueur le 1^{er} novembre prochain.

Nous nous réservons de statuer sur toutes questions d'interprétation et d'exécution non prévues par les dispositions qui précédent.

Luxembourg, le 28 août 1883.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Arrêté royal grand-ducal du 22 août 1883, réglant l'exercice du contrôle dans l'administration des postes et télégraphes.

Nous GUILLAUME III, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc., etc. ;

Vu l'art. 8 de la loi du 4 mai 1877, sur l'or-

in der Anlegung der Tagesrechnung sicher zu stellen, wird den Vorstehern der Ämter dringend empfohlen, die „Totale“ einer abgeschlossenen Tagesrechnung in diejenige für den folgenden Tag, in die Spalte der „vorhergehenden Tage“ einzutragen, und zwar schon vor Absendung der abgeschlossenen Tagesrechnung.

Diese Vorschrift findet ihre Begründung in dem Umstände, daß das Kassenbuch den einzelnen Eintragungen der früheren Tage keine Rechnung tragen kann.

Art. 29. Ist die Tagesrechnung festgestellt, so zählt der Beamte das in der Kasse vorhandene baare Geld und die übrigen Wertgegenstände und gelangt dann zur Einsicht, ob er der Staatskasse gegenüber im Reinen ist, oder nicht.

Liegt ein Zweifel oder eine Unregelmäßigkeit hinsichtlich dieser Lage vor, so ist der Kassenbeamte gehalten, dem Director der Verwaltung unverzüglich die zweifelhaften oder unregelmäßigen Punkte möglichst klar mitzuteilen. Ist die zur Anzeige zu bringende Unregelmäßigkeit von Bedeutung, so hat die Benachrichtigung auf telegraphischen Wege stattzufinden und der Director wird nöthigenfalls zu einer sofortigen Kassenrevision Anweisung ertheilen.

Art. 30. Gegenwärtiger Beschuß soll in's „Memorial“ eingerückt werden. Er tritt mit dem 1. November nächsthin in Kraft.

In jeder Auslegungs- und Ausführungsfrage, welche in vorstehenden Bestimmungen nicht vorgesehen ist, behalten wir uns den Entschied vor.

Luxemburg den 28. August 1883.

Der General-Director der Finanzen,
M. Mongenast.

Königl.-Großherzogl. Beschuß vom 22. August 1883, wodurch der Aufsichtsdienst der Post- und Telegraphen-Verwaltung geregelt wird.

Wir Wilhelm III, von Gottes Gnaden, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Großherzog von Luxemburg, &c., &c., &c.;

Nach Einsicht des Art. 8 des Gesetzes vom 4.

ganisation de l'administration des postes et télégraphes, et l'art. 8 de la loi du 1^{er} février 1882, concernant le même objet ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

Sur le rapport de Notre Directeur général des finances et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^e. Les inspecteurs des postes sont attachés au directeur et placés directement sous ses ordres. Ils reçoivent leurs ordres de tournée du directeur, sauf délégation directe par le directeur général.

Les inspecteurs de l'administration des postes et télégraphes résident dans la ville de Luxembourg.

Art. 2. En règle générale et sauf dérogation, les tournées des inspecteurs sont fixées de telle manière que chaque inspecteur a par semaine trois jours de service extérieur et trois jours de service de bureau, de sorte qu'un inspecteur se trouve chaque jour à la disposition du directeur au bureau de l'inspection.

Art. 3. Les inspecteurs des postes sont chargés :

1^e concurremment avec le directeur de l'administration, de la surveillance du personnel sédentaire et ambulant, à l'exception de celui attaché à la Direction, du contrôle du service ainsi que de l'inspection du matériel dépendant de l'administration ;

2^e principalement et exclusivement du contrôle ou de la vérification de la comptabilité, des écritures administratives, des caisses et des inventaires de toutes les perceptions et agences qui dépendent de l'administration des postes et télégraphes ;

3^e de toutes autres affaires sur lesquelles le directeur voudra les entendre.

A. Surveillance du personnel, du service et du matériel.

Art. 4. Les inspecteurs ont pour mission de

Mai 1877, die Organisation der Post- und Telegraphen-Verwaltung betreffend, und des Art. 8 des Gesetzes vom 1. Februar 1882, über denselben Gegenstand;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes ;

Auf den Bericht Unseres General-Directors der Finanzen, und nach vorheriger Berathung der Regierung im Conseil ;

Haben beschlossen und beschließen :

Art. 1. Die Postinspectoren sind dem Director beigegeben und diesem unmittelbar untergeordnet. Sie erhalten von ihm ihre Dienstreise-Anweisungen, wenn ihnen nicht direkter Auftrag seitens des General-Directors erteilt wird.

Die Inspectoren der Post- und Telegraphen-Verwaltung haben ihren Wohnsitz in der Stadt Luxembourg.

Art. 2. Die Dienstreisen der Inspectoren sind im Allgemeinen und vorbehaltlich einer Abänderung so festgesetzt, daß jeder Inspector wöchentlich drei Tage auswärtigen und drei Tage Bürodienst hat, dergestalt, daß täglich ein Inspector im Inspections-Büro dem Director zur Verfügung steht.

Art. 3. Die Post-Inspectoren haben :

1^o gemeinschaftlich mit dem Director der Verwaltung das Bürou- und Fahrpersonal, mit Ausnahme der Directionsbeamten, zu überwachen, den Dienst zu beaufsichtigen und das im Betriebe der Verwaltung stehende Material zu inspicieren;

2^o hauptsächlich und ausschließlich das Rechnungswesen, die dienstliche Schriftführung, die Kassen und die Inventarien aller von der Post- und Telegraphen-Verwaltung abhängigen Perceptions und Agenturen zu beaufsichtigen und zu prüfen ;

3^o alle anderen Angelegenheiten zu behandeln, womit der Director sie beauftragt.

A. Überwachung des Personals, des Dienstes und des Materials.

Art. 4. Die Inspectoren haben sich bei ihren

s'assurer, lors de leurs tournées, de l'exécution ponctuelle des lois et arrêtés, ainsi que des règlements et instructions de l'administration supérieure.

Art. 5. Ils soumettent au directeur toutes les propositions que leur dictent le bien du service et l'intérêt du public et du Trésor.

Art. 6. Ils s'attachent à reconnaître :

1° si le service est organisé de manière à en assurer la régularité et s'il offre au public les facilités et les garanties désirables ;

2° s'il est apporté dans les dépenses toute l'économie possible sans nuire à la bonne marche du service ;

3° si le matériel et le mobilier des bureaux sont convenablement entretenus ;

4° si les lois, arrêtés, règlements et ordres en général sont bien interprétés ;

5° si le personnel est au courant des instructions qui répondent à la spécialité du service ou du travail qui lui est attribué ; s'il accomplit ses devoirs administratifs avec zèle et intelligence et s'il apporte dans ses relations avec le public toute la prévenance et l'esprit de conciliation que l'on peut exiger de lui.

B. Vérifications.

Art. 7. Les inspecteurs sont, à la décharge du directeur, chargés principalement et spécialement de la vérification approfondie et sommaire de la comptabilité dans les bureaux de poste.

Art. 8. A cette fin les inspecteurs font deux fois au moins par an la vérification approfondie et deux fois par an la vérification sommaire de la comptabilité de chacune des perceptions et agences à plein exercice, et une fois par an la vérification générale des simples agences aux cotis, le tout sans préjudice aux vérifications extraordinaires dont les inspecteurs ou tous autres fonctionnaires peuvent être chargés

Dienstreisen von der pünktlichen Ausführung der Gesetze und Beschlüsse, sowie der Reglemente und Instructionen der Verwaltungs-Behörden zu überzeugen.

Art. 5. Sie unterbreiten dem Director alle Vorschläge, welche ihres Erachtens das Wohl des Dienstes, das Interesse des Publikums und des Staatsshauses erheischen.

Art. 6. Sie haben festzustellen :

1° ob der Dienst so eingerichtet ist, daß die Regelmäßigkeit desselben gesichert erscheint, und ob er dem Publikum die wünschenswerthen Leichtigkeiten und Sicherstellungen gewährt ;

2° ob hinsichtlich der Ausgaben mit möglichster Sparsamkeit verfahren wird, ohne daß jedoch der gute Gang des Dienstes dadurch gehemmt werde ;

3° ob das Material und die Bureau Geräthschaften in passender Weise unterhalten werden ;

4° ob die Gesetze, Beschlüsse, Reglemente und Verordnungen überhaupt richtig aufgefaßt werden ;

5° ob das Personal die Anweisungen, bezüglich des ihm speziell zugewiesenen Dienstes oder der Arbeit, mit der es betraut ist, vollständig kennt ; ob es seine Amtspflichten mit Fleiß und Verständnis erfüllt, und ob es im Verkehre mit dem Publikum die Zuverlässigkeit und den versöhnlichen Geist, welche von ihm beansprucht werden können, an den Tag legt.

B. Revisionen.

Art. 7. Zur Entlastung des Directors sind die Inspectoren hauptsächlich und speziell mit der gründlichen und summarischen Revision des Rechnungswesens in den Postanstalten beauftragt.

Art. 8. Zu diesem Zwecke nehmen die Inspectoren wenigstens zweimal jährlich eine gründliche, und zweimal jährlich eine summarische Revision des Rechnungswesens einer jeden Perception und vollständigen Agentur, und einmal jährlich eine allgemeine Revision der einfachen Backetpost-Agenturen vor, dies jedoch unbeschadet sowohl der außerordentlichen Revisionen, mit welchen die Inspectoren oder sonstige Beamten von dem Di-

par le directeur, de celles que réclame le bien du service, ou de celles enfin qui doivent avoir lieu lors de toute remise de service.

Art. 9. Le service des vérifications est distribué de telle manière entre les deux inspecteurs que chaque inspecteur fait successivement la vérification approfondie du bureau que son collègue n'a vérifié avant lui que d'une façon sommaire. Quant à la vérification unique et annuelle des agences aux colis, elle est attribuée par part égale aux deux inspecteurs.

Art. 10. Avant de commencer leurs tournées de vérification, les inspecteurs vérifient dans leurs bureaux les situations comptables journalières du mois en cours dès percepteurs ou agents à vérifier ; ils se munissent en outre des états, relevés et situations nécessaires pour faire fructueusement leurs opérations de contrôle et de vérification.

Ces pièces leur seront transmises sur demande écrite, par le directeur, à charge de restitution après usage fait.

Art. 11. Les précautions à prendre, les formalités à observer, les écritures à établir lors des vérifications sont déterminées dans un règlement de service à prendre par Notre directeur général des finances.

Art. 12. Lors des vérifications approfondies, les inspecteurs s'assurent de la régularité de la comptabilité et des écritures, ainsi que de leur concordance avec les situations de caisse et les inventaires.

Art. 13. Ils donnent immédiatement, et par la voie la plus rapide, avis au directeur de toute irrégularité grave qu'ils constatent et se conformeront pour le surplus aux prescriptions de l'article suivant.

Art. 14. Lorsque lors d'une vérification sommaire un bureau ou une agence présente des indices d'irrégularités graves, l'inspecteur

rector beauftragt werden können, als derjenigen, welche das Wohl des Dienstes erheischt, und derjenigen endlich, welche bei jeder Dienstübergabe stattzufinden haben.

Art. 9. Der Aufsichtsdienst wird unter die beiden Inspectoren so verteilt, daß jeder Inspector abwechselnd die gründliche Revision bei der Postanstalt vornimmt, welche sein College vor ihm nur summarisch revidirt hat. Die einzige und jährliche Revision der Paketpost-Agenturen wird unter die beiden Inspectoren gleichmäßig verteilt.

Art. 10. Ehe die Inspectoren ihre Dienstreisen antreten, prüfen sie in ihrer Amtsstube die den laufenden Monat betreffenden Tagesrechnungen der zu revidirenden Perceptoren und Agenten; außerdem versehen sie sich mit den nötigen Verzeichnissen, Aufstellungen und Tagesrechnungen, damit ihre Revisionen und Prüfungen mit Erfolg vorgenommen werden können.

Letztere Schriftstücke werden ihnen auf schriftliches Verlangen und vorbehaltlich der Rückgabe nach erfolgtem Gebrauche, von dem Director zur Verfügung gestellt.

Art. 11. Unser General-Director der Finanzen bestimmt durch ein Reglement die bei den Revisionen zu ergreifenden Vorsichtsmaßregeln, die bei denselben zu erfüllenden Formalitäten und zu führenden Schreibereien.

Art. 12. Bei den gründlichen Revisionen überzeugen sich die Inspectoren von der Regelmäßigkeit der Rechnungs- und Buchführung, sowie von deren Übereinstimmung mit dem Kassenbestande und den Ausstattungs-Verzeichnissen (Inventarien).

Art. 13. Jede festgestellte Unregelmäßigkeit von Belang bringen sie dem Director unverzüglich und auf dem schleunigsten Wege zur Anzeige; im Uebrigen haben sie den Bestimmungen nachstehenden Artikels nachzukommen.

Art. 14. Wenn bei einer summarischen Revision ein Amt oder eine Agentur bedeutende Unregelmäßigkeiten vermuten läßt, so meldet der

donne avis au directeur des irrégularités constatées ; il procède sur le champ à une vérification approfondie et réclame au besoin le concours d'un fonctionnaire de la Direction. Dans ce cas, l'inspecteur suspend le comptable ; il se fait faire la remise des fonds en caisse, des registres et autres pièces appartenant au bureau ; il pourvoit incontinent à son remplacement et au besoin y supplée personnellement en attendant que l'autorité supérieure ait pris les mesures que les circonstances exigent.

Art. 15. Lorsque, en exécution de l'article précédent ou à raison de l'importance du bureau, plusieurs fonctionnaires sont appelés à vérifier simultanément un bureau important, le directeur désigne celui d'entre eux qui doit diriger l'ensemble des opérations.

Chacun des fonctionnaires qui instrumentent est responsable de ses opérations et signe le procès-verbal de vérification, à la suite des observations qu'il a présentées au sujet de la partie du service qu'il a vérifiée.

Art. 16. Les inspecteurs constateront la situation par procès-verbal de vérification en triple exemplaire, qu'ils adressent chaque fois au directeur ; le premier sera renvoyé au bureau vérifié, le deuxième restera à la Direction et le troisième sera adressé au directeur général chargé de l'administration des postes et télégraphes.

Ils portent dans le même procès-verbal toutes les observations que leur suggère la gestion du bureau vérifié, à moins que, pour un motif spécial, ils ne trouvent plus utile de consigner leurs observations dans un rapport séparé.

L'exemplaire renvoyé au bureau vérifié doit être soigneusement conservé afin de pouvoir être consulté éventuellement.

Art. 17. En dehors de ces procès-verbaux, chaque inspecteur adressera tous les six mois au directeur un rapport circonstancié sur la

Inspector dem Director die vorgefundnen Unzuträglichkeiten ; er schreitet sodann unverzüglich zu einer gründlichen Revision und verlangt nöthigenfalls den Beistand eines Directionsbeamten. In diesem Falle enthebt der Inspector den Rechnungsbeamten einstweilen seines Amtes, lässt sich die in Kasse befindlichen Werthbestände, die Bücher und sonstigen dem Amt zugehörigen Schriftstücke einhändig, sorgt für die sofortige Stellvertretung des Suspendirten, und verwaltet nöthigenfalls persönlich die Dienststelle, bis die Oberbehörde die durch die Umstände gebotenen Maßnahmen getroffen hat.

Art. 15. Sind in Ausführung des vorstehenden Artikels oder in Folge der Wichtigkeit einer Postanstalt mehrere Beamte zur gleichzeitigen Revision dieses Amtes berufen, so bezeichnet der Director denselben unter ihnen, welcher sämmtliche Berrichtungen zu leiten hat.

Jeder an der Revision beteiligte Beamte ist verantwortlich für seine Berrichtungen und unterzeichnet die Revisions-Verhandlung hinter den Aussstellungen, welche er über den von ihm geprüften Dienstzweig vorgebracht hat.

Art. 16. Die Inspectoren stellen das Revisions-Ergebnis durch eine Revisions-Verhandlung in dreifacher Aussertigung fest; die Exemplare werden dem Director jedesmal zugeschickt; das erste wird dem revidirten Amt zurückgesandt, das zweite verbleibt in der Direction und das dritte wird dem mit der Post- und Telegraphen-Verwaltung betrauten General-Director zugesandt.

Sie tragen in dieselbe Revisions-Verhandlung alle Aussstellungen ein, zu welchen die Verwaltung des revidirten Amtes ihnen Anlaß gegeben hat, wosfern sie es nicht aus einem speziellen Grunde für ratsamer erachten, dieselben in einen besonderen Bericht aufzunehmen.

Das dem revidirten Amt zurückgesandte Exemplar muß zu etwaiger Einsicht sorgfältig aufbewahrt werden.

Art. 17. Außer diesen Verhandlungen sendet jeder Inspector alle sechs Monate dem Director einen eingehenden Bericht über die Dienstlage,

situation du service, la capacité et la conduite du personnel des perceptions et des agences vérifiées.

La présentation de ces rapports par les inspecteurs se fera de telle sorte que le directeur en reçoive un tous les trois mois.

Art. 18. Lorsque le comptable soumis à la vérification est en outre chargé de fonctions comptables accessoires lui confiées par l'Etat, par une commune ou par un établissement public, l'inspecteur fera la vérification des caisses, livres, documents, etc., de ces fonctions accessoires en même temps que celle de la caisse postale, à moins qu'il n'opère simultanément avec les agents-vérificateurs auxquels est confié le contrôle de ces comptabilités.

C. Devoirs accessoires.

Art. 19. Outre leurs attributions de surveillance, les inspecteurs peuvent être appelés :

1° à prêter leur concours à la Direction, soit pour l'étude de questions spéciales, soit pour l'instruction d'autres affaires ;

2° à procéder à des enquêtes administratives ou disciplinaires ou à des informations relatives à des affaires urgentes, notamment celles qui ont trait à des retards et irrégularités dans le service ;

3° à procéder aux installations des comptables et aux séparations de gestion.

Dispositions communes.

Art. 20. Les inspecteurs doivent citer dans leurs procès-verbaux ou rapports les erreurs, omissions, irrégularités et infractions aux instructions en général qu'ils sont dans le cas de constater, et proposer, s'il y a lieu, les mesures propres à y remédier et à les réprimer.

Ils sont responsables de toutes irrégularités ou faits graves qu'ils négligeraient de signaler ou de réprimer sur le champ dans la limite de leurs pouvoirs.

die Fähigkeit und Aufführung des Personals der revidirten Perceptionen und Agenturen.

Die Eingabe dieser Berichte durch die Inspectoren hat so zu geschehen, daß der Director alle drei Monate einen erhält.

Art. 18. Ist der zu revidirende Rechnungsbeamte außerdem noch mit Neben-Rechnungsämtern seitens des Staates, einer Gemeinde oder einer öffentlichen Anstalt betraut, so revidirt der Inspector zugleich mit der Postklasse die Kassen, Bücher, Dokumente u. s. w. dieser Nebenämter, wosfern er nicht gleichzeitig mit den Aufsichtsbeamten, welchen die Überwachung dieser Nebenämter anvertraut ist, seine Revisionen vornimmt.

C. Sonstige Dienstobligkeiten.

Art. 19. Außer ihren Aufsichts-Dienstverrichtungen können die Inspectoren noch beauftragt werden :

1° der Direktion Mitwirkung zu Leisten, sei es bei den Vorstudien über besondere Fragen, sei es bei der Behandlung sonstiger Dienstgeschäfte;

2° zu Verwaltungs- und Disciplinar-Untersuchungen zu schreiten, oder Erkundigungen über dringende Dienstgeschäfte, namentlich über solche, welche auf Verspätungen und Unregelmäßigkeiten im Dienste Bezug haben, einzuziehen ;

3° die Amtseinführung der Rechnungsbeamten und die Amtsverwaltungs-Abschlüsse vorzunehmen.

Gemeinsame Bestimmungen.

Art. 20. Die Inspectoren sind verpflichtet, in ihren Verhandlungen oder Berichten die Irrtümer, Weglassungen, Unregelmäßigkeiten und Übertretungen der Dienstvorschriften im Allgemeinen anzugeben, in soweit sie in der Lage sind dieselben festzustellen und, gegebenen Falts, bezüglich der für deren Abhilfe und Steuerung geeigneten Maßregeln Vorschläge zu machen.

Sie haften für jede Unregelmäßigkeit oder jeden bedenklichen Fall, welchen sie nach Maßgabe ihrer Befugnisse sofort anzugeben oder zu unterdrücken versäumen.

Art. 21. Sauf les cas d'urgence ou de délégation, ils ne donnent pas d'ordres et ne peuvent entrer en correspondance avec les agents soumis à leur surveillance.

Art. 22. En cas d'urgence ils suppléent à l'absence d'ordres ou à l'insuffisance des instructions en vigueur; mais à moins de nécessité absolue, il leur est défendu de suspendre ou de modifier l'exécution des règlements et instructions. Le cas échéant, surtout quand l'agent le demande pour couvrir sa responsabilité, ils donnent l'ordre par écrit et le communiquent sans retard au directeur, sous réserve de proposer à bref délai, soit des mesures définitives, soit la régularisation des mesures provisoires ou extraordinaires qu'ils se seraient trouvés dans l'obligation de prescrire.

Art. 23. Les inspecteurs sont soumis aux obligations déterminées par l'art. 37 de l'arrêté royal grand-ducal du 2 décembre 1877.

Art. 24. Le présent arrêté entrera en vigueur à partir du 1^{er} novembre 1883.

Art. 25. Notre Directeur général des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté; à ces fins et en dehors des pouvoirs lui conférés par l'art. 11, il est autorisé:

1^o à déterminer dans un règlement d'exécution les conditions dans lesquelles doit se faire le service d'inspection;

2^o à statuer par voie de règlement de service sur toutes les questions d'interprétation et d'exécution que la mise en vigueur du présent arrêté pourra soulever.

Art. 26. Le présent arrêté sera inséré au Mémorial.

Orange-Nassau, le 22 août 1883.

GUILLAUME.

Le Directeur général
des finances,
M. MONGENAST.

Art. 21. Außer in Dringlichkeitsfällen oder bei besonderem Auftrag ertheilen sie keine Befehle und dürfen mit den ihrer Überwachung anvertrauten Beamten nicht schriftlich verkehren.

Art. 22. In Dringlichkeitsfällen ertheilen sie die mangelnden Anweisungen oder ergänzen die in Kraft stehenden unzureichenden Dienstvorschriften. Wenn aber keine unbedingte Nothwendigkeit vorliegt, bleibt es ihnen untersagt, die Ausführung der Reglemente und Dienstvorschriften zeitweilig einzustellen oder abzuändern. Eintretenden Fällen, und besonders wenn der Beamte zur Deckung seiner Verantwortlichkeit dies verlangt, geben sie die Dienstbefehle schriftlich und stellen dieselben ohne Verschluß dem Director zu, unter dem Vorbehalt, daß sie in kurzer Frist entweder endgültige Maßregeln oder die dienstliche Regelung der von ihnen als dringlich erlassenen zeitweiligen oder außerordentlichen Maßnahmen in Vorschlag bringen.

Art. 23. Die Inspectoren sind den durch Art. 37 des Königl.-Großh. Beschlusses vom 2. Dezember 1877 festgestellten Verpflichtungen unterworfen.

Art. 24. Gegenwärtiger Beschluß tritt mit dem 1. November 1883 in Kraft.

Art. 25. Unser General-Director der Finanzen ist mit der Ausführung gegenwärtigen Beschlusses beauftragt; zu diesem Zwecke und außer der ihm durch Art. 11 übertragenen Befugnisse, ist er befugt:

1^o in einem Ausführungs-Reglement die Bedingungen, unter welchen der Aufsichtsdienst vorzunehmen ist, festzustellen;

2^o durch Dienst-Reglemente über alle Auslegungs- und Ausführungs-Fragen, zu welchen der gegenwärtige Beschluß Anlaß geben kann, zu entscheiden.

Art. 26. Gegenwärtiger Beschluß soll in's „Memorial“ eingerückt werden.

Oranien-Nassau, den 22. August 1883.

Wilhelm.

Der General-Director
der Finanzen,
M. Mongenast.

Arrêté du 28 août 1883, portant règlement pour l'exécution de l'arrêté royal grand-ducal du 22 août 1883, sur l'exercice du contrôle dans l'administration des postes et télégraphes.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES FINANCES ;

Vu les art. 11 et 25 de l'arrêté royal grand-ducal du 22 août 1883, concernant le service du contrôle dans l'administration des postes et télégraphes ;

Après délibération du Gouvernement en conseil ;

Arrête :

Art. 1^e. Les vérifications des bureaux se font pendant les heures de service, à moins que des motifs spéciaux ne s'y opposent.

Les inspecteurs commencent les vérifications immédiatement après leur arrivée dans les localités où se trouvent des établissements de poste à contrôler ; ils prennent pour le surplus toutes mesures de nature à éviter des manipulations illicites dans les caisses.

Art. 2. Les opérations d'une vérification de caisse se font dans l'ordre suivant :

1^o Dès son entrée au bureau, l'inspecteur saisit la caisse de manière que le montant de l'encaisse ne puisse être ni augmenté ni diminué à son insu.

2^o Immédiatement après il arrête les registres en séparant d'un trait de séparation à l'encre bien visible les inscriptions déjà faites de celles qui pourront suivre.

3^o Puis il vérifie les valeurs en caisse, soit en numéraire, soit en pièces de dépense, et établit le compte des valeurs postales et autres débitées par l'administration des postes.

Ces trois opérations, qui se font sans discontinuer et sans remise aucune, sont suivies de la vérification des livres, le tout suivant les prescriptions ci-après.

Le nombre et le montant des valeurs postales en magasin ne doivent jamais dépasser les besoins du service pour deux mois.

Beschluß vom 28. August 1883, Ausführungsbestimmungen zum Königl.-Groß. Beschluß vom 22. August 1883, über den Aufsichtsdienst in der Post- und Telegraphenverwaltung, enthaltend.

Der General-Director der Finanzen;

Nach Einsicht der Art. 11 und 25 des Königl.-Groß. Beschusses vom 22. August d. J., den Aufsichtsdienst in der Post- und Telegraphenverwaltung betreffend ;

Nach Berathung der Regierung im Conseil ;

Beschließt :

Art. 1. Die Revisionen der Postanstalten finden während der Dienststunden statt, sofern nicht besondere Gründe dem entgegenstehen.

Die Inspectoren beginnen ihre Revisionen gleich nach ihrer Ankunft in der Ortschaft, wo zu revidirende Postanstalten sich befinden ; sie treffen zudem alle Maßregeln, welche geeignet sind, unerlaubten Kassenoperationen zu begegnen.

Art. 2. Bei der Vornahme einer Kassenrevision wird in nachfolgender Ordnung verfahren :

1^o Gleich beim Eintritt in die Amtsstube belegt der Inspector die Kasse mit Beschlag, so daß ohne sein Vorwissen deren Bestand weder erhöht noch vermindert werden kann.

2^o Sodann schließt er die Register unverzüglich ab, indem er durch einen mit der Feder deutlich gezeichneten Querstrich die bereits bewirkten Eintragungen von den später folgenden trennt.

3^o Er prüft darauf den Kassenbestand, sowohl die Saar beträge als die Ausgabe-Belege, und stellt die Rechnung der Post- und sonstiger durch die Post zum Absatz gelangenden Wertzeichen auf.

Auf diese drei Verrichtungen, welche ohne Unterbrechung und ohne jeden Aufschub vor sich gehen, folgt die Prüfung der Bücher, alles gemäß nachstehenden Vorschriften.

Die vorrätigen Postwerthe dürfen an Zahl und Betrag den dienstlichen Bedarf auf zwei Monate nie übersteigen.

Art. 3. Les inspecteurs des postes ont le droit de se faire délivrer les clefs des coffres-forts pour en retirer eux-mêmes, en présence du comptable, les valeurs qui s'y trouvent.

Ces valeurs sont ensuite comptées contradictoirement avec le comptable.

Art. 4. 1^e En cas de maladie réelle ou simulée d'un comptable, l'inspecteur peut dès son arrivée procéder d'office à la vérification de la caisse, en se faisant assister du commis ou surnuméraire attaché au bureau ou d'un membre de la famille du comptable.

2^e A défaut de pareille assistance, l'inspecteur informe le directeur de la situation par voie télégraphique. Le directeur enverra immédiatement sur les lieux celui des inspecteurs qui sera présent, ou éventuellement un ou plusieurs autres employés. Il est procédé ensuite aux opérations de vérification comme si le comptable était présent.

3^e Le même procédé est suivi en cas d'absence non autorisée du comptable, si les clefs du coffre-fort sont entre les mains d'une personne présente. Dans le cas contraire, l'inspecteur appose au moyen de son sceau de service les scellés sur le coffre-fort et sur tout autre meuble du bureau qui pourrait contenir des fonds. Il gère le bureau pendant les heures d'ouverture, en attendant les ordres du directeur et l'arrivée d'un employé chargé de pourvoir à la gestion du bureau. — Il peut requérir les agents de la police judiciaire ou constituer un gardien pour la surveillance du bureau et des scellés pendant la durée des heures de fermeture.

Art. 5. Les inspecteurs veillent à ce que les fonds appartenant à chaque caisse d'un bureau ne soient pas déposés dans des caisses séparées.

La vérification de toutes les caisses d'un bureau se fait séparément et sans interruption, en commençant par la caisse principale.

Art. 6. Après vérification séparée de chaque

Art. 3. Die Postinspectoren sind berechtigt, sich die Schlüssel des Geldschrankes auszuhändigen zu lassen, um die in demselben vorhandenen Wertbestände im Beisein des Kassenbeamten selbst hervorzuholen.

Diese Wertbestände werden dann mit dem Kassenbeamten contradictorisch abgezählt.

Art. 4. 1^e Ist bei Ankunft des Inspectors ein Kassenbeamte wirklich oder vorgeblich frank, so kann ersterer unter Beziehung des dem Postamte beigeordneten Commis oder Unwärters oder eines Familiengliedes des Kassenbeamten von Amtswegen zur Kassenrevision schreiten.

2^e In Ermangelung dieses Beistandes berichtigt der Inspector den Director telegraphisch von der Sachlage, und dieser entsendet sofort an Ort und Stelle den anwesenden Inspector oder eventuell einen oder mehrere andere Beamten, worauf die Kassenrevision erfolgt, wie wenn der Kassenbeamte selbst zugegen wäre.

3^e Im Falle unbefugter Abwesenheit des Kassenbeamten wird in gleicher Weise verfahren, falls die Schlüssel des Geldschrankes im Besitz einer anwesenden Person sind. Anderen Falles belegt der Inspector den Geldschrank und die übrigen Gerätschaften der Postanstalt, welche zur Aufbewahrung des Geldes dienen können, mit seinem Dienstsiegel und verwaltet während der Dienststunden das Amt bis zum Eintreffen der Verordnungen des Directors und eines mit der Amtswaltung beauftragten Beamten.—Zur Überwachung der Amtsstube und der angelegten Dienstsiegel während der Schlusszeit kann er die Diener der gerichtlichen Polizei requiriren, oder einen eigenen Wächter dazu bestellen.

Art. 5. Die Inspectoren tragen Sorge dafür, daß die zu jeder Kasse eines Amtes gehörigen Gelder nicht in verschiedenen, getrennten Kassen aufbewahrt werden.

Alle Kassen eines und desselben Amtes werden getrennt einer nicht zu unterbrechenden Revision unterzogen, wobei mit der Hauptkasse begonnen wird.

Art. 6. Nach der speciellen Revision jeder

caisse, les inspecteurs placent les valeurs vérifiées, également séparément, dans des sacs cachetés à la cire ou dans le coffre-fort, jusqu'à l'achèvement de la vérification de toutes les caisses d'un même bureau.

Ils ne laissent entre les mains du caissier qu'une somme suffisante pour les besoins absolus du service pendant la vérification.

Art. 7. Lorsqu'un comptable produit un bordereau de versement dont la quittance ne lui serait pas encore parvenue de la part de la Recette générale, l'inspecteur prendra dans les bureaux de celle-ci et au bureau de poste de Luxembourg-gare les renseignements nécessaires pour constater si l'envoi des fonds s'est fait réellement avant l'ouverture des opérations de vérification.

Art. 8. Pour éviter toute surprise de la part des fonctionnaires et employés comptables, la déclaration suivante est portée au procès-verbal de vérification et signée dès la constatation de l'encaisse par l'inspecteur et le comptable :

« Le comptable soussigné déclare que les chiffres émargés ci-dessus sont sincères et exacts, qu'il n'a à présenter aucun autre fonds, ni aucunes autres pièces de dépenses provenant de sa gestion comptable, et qu'il reconnaît comme fausse toute déclaration ultérieure de sa part que telle partie des fonds ou des valeurs de la caisse, qui s'était adirée, se serait retrouvée après la vérification de caisse. »

Art. 9. Les inspecteurs tiennent la main à ce que les comptables ne produisent pas comme pièces de dépense des quittances de paiements faits au moyen de recettes effectuées postérieurement à l'ouverture des opérations de vérification de caisse.

Art. 10. Ainsi qu'il est dit à l'art. 2 ci-dessus, les inspecteurs, avant de procéder au compte du numéraire en caisse et des autres valeurs, arrêtent provisoirement tous les livres

Kasse verwahren die Inspectoren die abgezählten Werthäfsten, ebenfalls getrennt, in versiegelten Säcken oder in dem Geldschrank bis zum vollständigen Revisions-Abschluß aller Kassen der selben Postanstalt.

Sie überlassen dem Kassenbeamten nur die zu den während der Revision unumgänglichen Dienstbedürfnissen ausreichende Summe.

Art. 7. Wenn ein Kassenbeamte ein Geld-einlieferungs-Verzeichniß vorlegt, über welches ihm seitens der General-Kasse die bezügliche Quittung noch nicht zugegangen sein sollte, so zieht der Inspector bei der General Kasse und dem Postamte in Luxembourg-Bahnhof Erkundigungen ein, um zu erfahren, ob die Absendung der Gelde wirklich vor Beginn der Kassenrevision erfolgt war.

Art. 8. Um jeder Ueberlistung seitens der Kassenbeamten zuvorzukommen, wird in die Revisions-Verhandlung nachstehende Erklärung aufgenommen und gleich nach der Feststellung des Kassenbestandes von dem Inspector und dem Kassenbeamten unterschrieben:

„Unterzeichneter Kassenbeamte erklärt, daß die vorstehend eingetragenen Ziffern aufrichtig und genau sind, daß er weder andere Gelde noch andere auf seine Rechnungsführung bezüglichen Ausgabebelege beizubringen hat, und daß er jede nachträgliche Erklärung seinerseits, dieser oder jener Theil der Kassengelder oder Kassenwerthe sei verlegt gewesen und erst nach der Kassenrevision wieder aufgefunden worden, als falsch anerkennt.“

Art. 9. Die Inspectoren haben dafür Sorge zu tragen, daß die Kassenbeamten als Ausgabe-Belege nicht Quittungen von Zahlungen vorlegen, welche vermittelst der erst nach Beginn der Kassenrevision gemachten Einnahmen beweiskräftig wären.

Art. 10. Die Inspectoren schließen, wie bereits im vorstehenden Artikel 2 vorgeschrieben wurde, ehe sie zur Abzählung des baaren Geldes und der übrigen Kassenwerthe schreiten, vorläufig alle

en apposant à la suite de la dernière inscription un trait de séparation bien visible, en attendant qu'ils puissent y porter leur arrêté définitif, ainsi qu'il est dit à l'article suivant. Ils saisissent les registres de service et autres pièces, ou bien les gardent à vue jusqu'à l'achèvement des opérations de vérification de caisse, de façon qu'on n'y puisse faire de changement ou d'ajoute à leur insu.

Art. 11. L'encaisse étant établi et inscrit au procès-verbal de vérification, il est procédé à la contre-vérification des totaux des additions inscrits aux registres par le comptable, ainsi que des reports.

1° Toutes les fois qu'il y aura lieu de modifier un chiffre, le chiffre inexact sera biffé, de façon à ce qu'il reste lisible; le chiffre exact sera inscrit au-dessus du chiffre annulé.

2° Les inspecteurs, après la vérification des totaux inscrits aux registres, apposent à la suite des inscriptions effectuées, la mention suivante : « Arrêté le au n° ... incl., à la somme de (en toutes lettres) ». — Signature.

Art. 12. Chaque registre est clôturé séparément. Le résultat final accusé par cet arrêté sera porté au procès-verbal de vérification, en recette ou en dépense, suivant le cas. Après quoi il est procédé à la clôture du dit procès-verbal.

Art. 13. Les inspecteurs répondent de l'exactitude de ces arrêtés de compte et du report de ces résultats dans le procès-verbal.

Art. 14. Les inspecteurs veulent une attention particulière au service des mandats d'encaissement ; ils s'assureront chaque fois avec le plus grand soin :

1° que le comptable produit toutes les feuilles d'avis qui lui ont été expédiées par tous ses bureaux correspondants jusqu'au moment de l'ouverture des opérations de vérification ;

2° que tous les mandats d'encaissement por-

Bücher ab, indem sie nach der letzten Eintragung einen ganz deutlichen Revisionsstrich ziehen, bis sie in der Lage sind, ihre endgültige Revisionsfeststellung, wie dies in nachfolgendem Artikel auseinandergezeigt ist, einzutragen. Sie belegen die Dienstregister und anderen Documente mit Beiflag oder behalten sie bis zum Kassenrevisionsabschluß in Augen, damit in denselben, ohne ihr Wissen, weder eine Änderung noch ein Zusatz geschehen könne.

Art. 11. Nach Feststellung des Kassenbestandes und Eintragung desselben in die Revisions-Verhandlung, wird zur Gegenprüfung der von dem Rechnungsbeamten in die Register eingeschriebenen Seitensummen und Überträge geschritten.

1° Bei jeder Abänderung einer Ziffer wird die unrichtige Ziffer durchstrichen, und zwar derart, daß sie lesbar bleibt; über der gestrichenen Ziffer wird die richtige eingetragen.

2° Nach erfolgter Prüfung der in den Registern angelegten Hauptsummen fügen die Inspectoren hinter den bewirkten Eintragungen die Anmerkung bei: „Festgestellt den . . . mit Nr. . einschließlich, auf die Summe von (in ganzen Buchstaben)“. Unterschrift.

Art. 12. Jedes Register wird im Besondere abgeschlossen. Das Schlußergebnis dieser Feststellung wird je nach dessen Art als Einnahme oder Ausgabe in die Revisions-Verhandlung übertragen und diese abgeschlossen.

Art. 13. Die Inspectoren sind verantwortlich für die Genauigkeit dieser Rechnungsabschlüsse und für deren Übertrag in die Verhandlung.

Art. 14. Die Inspectoren widmen dem Postauftragsdienste eine besondere Aufmerksamkeit; sie vergewissern sich auf's sorgfältigste :

1° Ob der Kassenbeamte alle ihm von den mit ihm verkehrenden Postanstalten bis zur Kassenrevision zugetommenen Briefkarten vorlegt;

2° Ob alle in den Briefkarten vermerkten Post-

tés dans les feuilles d'avis sont transcrits dans le registre des mandats d'encaissement arrivés ;

3° que les mandats de poste, émargés en regard des mandats d'encaissement, sont tous inscrits dans les registres des mandats de poste déposés ;

4° si des mandats d'encaissement sont émargés au registre comme refusés ou réexpédiés, les inspecteurs s'assurent que ces mandats sont arrivés, soit au bureau d'origine, soit au nouveau bureau de destination ;

5° si le registre des mandats d'encaissement ne porte pas d'émargement, le comptable doit produire le mandat ou son import en espèces ; si le mandat d'encaissement a été emporté par le facteur, afin de recouvrement, l'inspecteur se fera représenter, dès la rentrée du facteur, soit le titre, soit son équivalent en numéraire. Dans les deux cas, le numéraire produit sera converti immédiatement en un mandat de poste au profit du tireur.

Art. 15. La vérification approfondie ne se réduit pas à la seule inspection des registres en usage dans les bureaux, mais comprend encore la constatation du fait que les autres pièces administratives trouvent un emploi conforme ou contraire aux prescriptions sur la matière.

Art. 16. Chaque erreur ou irrégularité constatée dans les livres et autres pièces administratives fait l'objet d'une annotation marginale, datée et signée par les inspecteurs.

Art. 17. Lors des vérifications approfondies, les inspecteurs tâcheront de constater si les comptables n'usent pas de voies détournées ou de manœuvres illicites pour fausser la situation des vérifications de caisse.

Ils examinent à cette fin très attentivement les noms et domiciles des expéditeurs et des destinataires des envois postaux inscrits aux registres et aux feuilles de service déposés aux bureaux.

Il est abandonné à leur sagacité de s'assurer encore par d'autres moyens de la probité des

aufträge in dem Eingangs-Büche für Postaufträge eingetragen sind ;

3° Ob die neben den Postaufträgen nachgewiesenen Postanweisungen in das für Postanweisungs-Einzahlungen bestimmte Register eingetragen sind.

4° Wenn Postaufträge in dem Register als verweigert aufgeführt sind, so überzeugen sich die Inspectoren, ob diese Aufträge an die Aufgabe-Postanstalt oder an den neuen Bestimmungsort gelangt sind.

5° Trägt dagegen das Postauftrags-Register keinen diesbezüglichen Vermerk, so muß der Rechnungsbeamte den Auftrag oder die entsprechenden Geldbeträge aufweisen; wenn der Postauftrag zum Einziehen von dem Briefträger abgetragen worden ist, so wird der Inspector sich bei der Rückkehr des Briefträgers entweder den Auftrag oder den bestalligen Betrag in Baar vorzeigen lassen. In beiden Fällen wird das aufgekommene Geld unverzüglich in eine Postanweisung zu Gunsten des Auftraggebers umgesetzt.

Art. 15. Zu einer gründlichen Revision genügt es nicht, daß die im Bureau in Gebrauch stehenden Register geprüft werden, sondern es muß auch festgestellt werden, ob alle Dienstschriftstücke im Sinne der bezüglichen Vorschriften oder im entgegengesetzten zur Verwendung kommen.

Art. 16. Jeder Irrthum oder jede Unregelmäßigkeit in den Büchern und anderen Dienstschriftstücken wird von den Inspectoren am Stande vermerkt, datirt und unterschrieben.

Art. 17. Gelegentlich der gründlichen Revision ist es Aufgabe der Inspectoren zu ermitteln, ob die Kassenbeamten den Stand der Kassenrevision nicht durch versteckte Mittel oder unerlaubte Kniffe zu fälschen suchen.

Zu diesem Zwecke prüfen sie aufmerksam Namen und Wohnort der Absender und Empfänger der Postsendungen, welche in den in den Klemtern aufliegenden Registern und Dienstkarten eingetragen sind.

Sihrem Scharfsinne bleibt es anheimgestellt, auch auf anderem Wege sich von der Ehrlichkeit

comptables et de la sincérité des opérations de caisse.

Art. 18. En dehors du service des vérifications de caisse, les inspecteurs sont chargés de la surveillance de toutes les autres branches de l'administration.

1° Ils recherchent et signalent au directeur les améliorations qu'ils jugent utiles d'introduire dans le service.

2° Ils interviennent directement pour assurer la marche régulière du service dans les conditions prescrites par les dispositions réglementaires, pour que les taxes postales soient perçues conformément aux tarifs en vigueur et portées régulièrement en compte.

3° Ils veillent à ce que, aux stations de chemin de fer, l'expédition et la réception des envois postaux se fassent par les facteurs sous l'assistance d'un commis ou, si possible, du perceuteur ; ils auront soin que la sécurité de ces envois soit assurée pendant le trajet entre les bureaux et les gares par la surveillance directe et soutenue du facteur. Le perceuteur ou le commis devront toujours marcher derrière le transport postal.

Art. 19. Les inspecteurs prendront occasion de leurs sorties ordinaires ou extraordinaires pour surveiller en même temps l'exécution du service en général.

1° Ils doivent plus particulièrement, et sans y avoir été requis, rechercher les fraudes et les contraventions aux règlements et aux tarifs ; surveiller le personnel attaché aux perceptions et agences, ainsi que les bureaux des messageries et la marche des moyens de transport ; veiller à ce que le service soit exécuté exactement et conformément aux prescriptions, que le travail dans les établissements de poste réponde au but visé et que les occupations des employés soient suffisantes et réparties d'une manière égale entre eux ; instruire et faire cesser toutes les irrégularités qu'ils constatent ou qu'on leur signalerait.

der Beamten und der Aufrichtigkeit der Kassenverrichtungen zu überzeugen.

Art. 18. Außer dem Kassenrevisionsdienste liegt den Inspectoren auch die Überwachung aller übrigen Verwaltungszweige ob.

1° Sie sind darauf bedacht, nützliche Verbesserungen im Dienste einzuführen und dem Director dieselben zu beantragen.

2° Zur Sicherstellung des regelmäßigen Dienstbetriebes schreiten sie nach Maßgabe der reglementarischen Bestimmungen direct ein, damit die Postgebühren den bestehenden Tarifen gemäß erhoben und regelmäßig in Rechnung gestellt werden.

3° Sie haben ein wachsames Auge darauf, daß die Abgabe und Annahme der Postsendungen in den Bahnhöfen durch die Briefträger unter Beistand eines Commis oder, wenn möglich, des Perceptor stattfinde ; sie tragen Sorge dafür, daß die Sicherheit dieser Sendungen während ihrer Beförderung zwischen den Remitern und den Bahnhöfen durch die unmittelbare und ununterbrochene Überwachung des Briefträgers gewährleistet bleibe. Der Perceptor oder Commis soll immer hinter dem Posttransporte folgen.

Art. 19. Gelegentlich ihrer gewöhnlichen und außergewöhnlichen Dienstreisen überwachen die Inspectoren gleichzeitig die Ausführung des Dienstes im Allgemeinen.

1° Ohne hierzu aufgefordert zu werden, sollen sie im Besondern die Unterschleife und die den Reglementen und Tarifen zwiderlaufenden Handlungen auffinden ; das Personal der Perceptionen und Agenturen, sowie die Postfuhrämter und öffentlichen Transportmittel überwachen ; darauf halten, daß der Dienst genau nach Vorschrift ausgeführt werde, die Arbeit der Postanstalten zweckmäßig und die Beschäftigung der Beamten ausreichend und gleichmäßig verteilt sei und endlich, die entdeckten oder ihnen zur Anzeige gebrachten Unregelmäßigkeiten untersuchen und abstellen.

2° Les inspecteurs ne doivent pas se borner à surveiller l'exécution des ordres et instructions de service; il est aussi de leur devoir de donner partout les instructions et les ordres que l'intérêt du service exige. Leurs relations multiples avec le public et les différentes autorités les mettent en situation de connaître l'appréciation du public sur l'organisation et les institutions postales et sur les procédés du personnel de la poste dans ses rapports avec les autres autorités et le public.

3° Il est encore du devoir des inspecteurs d'ouvrir de temps à autre et de vérifier, en route et dans les établissements postaux, les paquets de lettres, les sacs à dépêches et les paquets renfermant les valeurs, et de s'assurer ainsi de l'application régulière des prescriptions relatives à la franchise de port, ainsi que de la perception réglementaire et de l'enregistrement régulier des taxes postales. — A cette occasion ils examinent encore, si les dispositions des règlements et instructions sont exécutées irréprochablement et instruisent oralement les employés qui ne sont pas au courant du service; ils font redresser les irrégularités constatées et exigent l'application réglementaire des taxes. Ils constatent également si le timbrage des correspondances se fait avec les soins nécessaires, si les timbres sont irréprochables et si l'encre employée au timbrage ne laisse rien à désirer. Ils surveillent plus spécialement la correspondance que les bureaux de poste échangent en franchise de port et signalent les abus qui se commettent.

Art. 20. Les inspecteurs vérifient avec soin et à chaque occasion :

1° si les différentes quantités de timbres-poste, valeurs postales et autres imprimés de toute nature, fournis par l'administration, sont judicieusement conservées;

2° si les fonds reçus des établissements rattachés aux bureaux sont portés en compte et si les comptes échangés de ce chef entre ces

2° Die Inspectoren sollen sich nicht darauf beschränken, die Ausführung der Dienstbefehle und Instructionen zu überwachen; sie sind ebenfalls verpflichtet, überall diejenigen Weisungen und Anordnungen zu ertheilen, welche das Dienstinteresse erheischt. Ihre vielfachen Beziehungen zu dem Publikum und den verschiedenen Behörden setzen sie in Stand, das Urtheil des Publikums über die postdienstlichen Einrichtungen und über das Verhalten des Postpersonals dem Publikum und den Behörden gegenüber, in Erfahrung zu bringen.

3° Es ist überdies Pflicht der Inspectoren, von Zeit zu Zeit, entweder unterwegs oder in den Postanstalten, die Briefpäckchen, Briefsäcke und Geldbriebspäckchen zu öffnen und zu prüfen, ob hinsichtlich der Portofreiheit, der ordnungsmäßigen Erhebung und Einschreibung der Postgebühren die Vorschriften regelmäßig zur Anwendung kommen. — Sie untersuchen zudem, ob die Bestimmungen der Reglemente und Instructionen tadellos ausgeführt werden und unterweisen mündlich die im Dienste unerfahrenen Beamten. Sie veranlassen die Verichtigung der entdeckten Unregelmäßigkeiten und dringen auf die vorschriftsmäßige Verrechnung der Postgebühren. Sie stellen ebenfalls fest, ob die Abstempelung der Correspondenzen mit der nöthigen Sorgfalt geschieht, ob die Stempel untadelhaft sind und ob die Stempelfarbe nichts zu wünschen übrig lässt. Sie richten ihr Augenmerk ganz besonders auf die zwischen den Postämtern portofrei gewechselte Correspondenz und bringen die vorkommenden Missbräuche zur Anzeige.

Art. 20. Die Inspectoren prüfen sorgfältig und bei jeder Gelegenheit:

1° Ob die verschiedenen Bestände an Freimarken, Postwertmarken und anderen von der Verwaltung bestellten Drucksachen jeder Art sorgfältig aufbewahrt werden;

2° Ob die von den, den Postämtern untergeordneten Poststellen erhaltenen Gelder in Rechnung gebracht sind und ob die hierüber zwischen

établissements sont parfaitement d'accord ; si les sommes encaissées par les bureaux et agences des postes sont versées régulièrement ; enfin, de quelle manière les perceptions surveillent la reddition de compte des agences ;

3° si les dispositions réglementaires prises pour assurer la sécurité des envois postaux et pour couvrir la responsabilité de l'administration et du Trésor public, sont strictement observées et si les locaux affectés au service présentent une sécurité suffisante ;

4° si la direction des envois postaux se fait avec régularité, si les timbres à date et les chiffres représentant des taxes apposés sur ces envois sont parfaitement lisibles, si les sacs employés pour les dépêches sont irréprochables et si le papier d'emballage est solide ;

5° si les prescriptions sur le pesage et le contre-pesage des envois postaux et sur le traitement des envois qui présentent une différence de poids ou une détérioration, sont exécutées dans toute leur étendue ;

6° si le service de distribution locale et rurale se fait avec exactitude et promptitude. Les facteurs de relais, à cause de leur éloignement des bureaux de poste, sont à surveiller plus spécialement ;

7° si les facteurs ne distribuent pas des lettres non affranchies dont ils ont perçu la taxe d'affranchissement, et s'ils observent consciencieusement le secret des lettres et autres envois postaux ;

8° si les dispositions réglementaires sur le traitement des envois tombés en rebut, de ceux à retourner et de ceux à faire suivre, sont appliquées ;

9° si le service d'abonnement se fait régulièrement dans tous ses détails ;

10° si le nombre et l'import des envois recommandés ou à valeur déclarée sont soigneusement inscrits :

a) sur le registre d'acceptation et dans les récapitulations au départ ;

den Dienststellen gewechselten Rechnungen vollständig übereinstimmen ; ob die von den Postämtern und Postagenturen eingenommenen Gelde regelmäfig abgeliefert werden und endlich, auf welche Weise die Perceptionen die Rechnungsablegung der Agenturen überwachen ;

3° Ob die zur Sicherung der Postsendungen und zur Deckung der Verantwortlichkeit der Verwaltung und der Staatskasse getroffenen Bestimmungen genau beobachtet werden und ob die zum Dienste bestimmten Räumlichkeiten genügende Sicherheit bieten ;

4° Ob die Leitung der Postsendungen regelrecht geschieht, ob die Datumstempel und die durch Ziffern angelegten Postgebühren ganz lesbar sind, ob die im Gebrauch stehenden Brieffächer mangels und das zur Verpackung dienende Papier haltbar ist ;

5° Ob die Vorschriften über das Abwagen und Gegen-Abwagen der Postsendungen und über die Behandlung derjenigen Sendungen, welche einen Gewichtsunterschied oder eine Beschädigung aufweisen, in ihrem ganzen Umfange ausgeführt werden ;

6° Ob der Local- und Landbestellsdienst schnell und genau vor sich geht. Wegen ihrer Absonderung vom Postamt sind die Relais-Briefträger besonders zu beachtigen ;

7° Ob die Briefträger keine unfrankirten Briefe zur Bestellung bringen, für welche sie das Fronto erhoben haben, und ob sie das Amtsgeheimniß in allen Hinsichten gewissenhaft wahren ;

8° Ob die reglementarischen Bestimmungen über die Behandlung der unbestellbaren, der zurück- oder nachzusendenden Gegenstände zur Anwendung gelangen ;

9° Ob der Zeitungsvertrieb in allen seinen Einzelheiten regelmäfig erfolgt ;

10° Ob Zahl und Betrag der recommandierten oder Wert-Sendungen sorgfältig eingetragen werden :

a) in das Annahmebuch und die Abgangs-Nachweisungen (Überweisungs-Karten) ;

b) sur les registres de passage des bureaux d'échange et dans les récapitulations à l'arrivée et au départ, pour ce qui concerne les envois transitant seulement par ces bureaux ;

c) dans les récapitulations d'arrivée ou autres feuilles de service et dans les registres et carnets de distribution ou sur des quittances volantes.

Art. 21. Les inspecteurs veillent, en outre, à ce que

1° les recettes et les dépenses soient inscrites exactement et dans les délais prescrits ;

2° les recettes et les dépenses soient justifiées par les pièces prescrites par les dispositions sur la matière, et que ces pièces soient classées soigneusement et avec ordre ;

3° les registres et autres documents administratifs soient tenus exactement et conformément aux prescriptions afférentes ;

4° les versements des bureaux, des caisses séparées d'un même bureau, des agences, des facteurs locaux et ruraux, etc., se fassent dans les délais et de la manière prévus par les règlements ;

5° pendant le cours d'un mois le solde en caisse n'excède pas le cautionnement fourni et les besoins de service du bureau.

Art. 22. Les inspecteurs examinent, sous le point de vue des taxes, les livres des envois recommandés, ceux des envois à valeur déclarée et ceux de la poste aux colis, ainsi que les bulletins d'expédition du mois se trouvant aux bureaux. Ils peuvent étendre également leurs investigations sur d'autres points s'ils le jugent utile.

Si le nombre des irrégularités constatées leur paraît trop considérable, ils attirent plus spécialement sur ces faits l'attention du directeur.

Art. 23. Les inspecteurs vérifient, de plus :

1° Si les mandats de poste payés sont dûment timbrés, remplis et acquittés ;

b) in die Durchgangsregister der Vermittelungs-Postanstalten und in die Eingangs- und Abgangs Nachweisungen, insoweit jene Sendungen nur durch diese Aemter transitiere ;

c) in die Eingangs-Nachweisungen oder anderen Dienstkarten, und in die Register und Bestellbücher oder in die losen Quittungen.

Art. 21. Es ist außerdem Sache der Inspectoren darüber zu wachen :

1° daß die Einnahmen und Ausgaben genau und zu den vorgeschriebenen Zeitschriften gebucht werden ;

2° daß die Einnahmen und Ausgaben durch die Belege, welche durch die einschlägigen Bestimmungen vorgeschrieben sind, nachgewiesen und daß diese Belege sorgfältig und ordnungsmäßig klassirt werden ;

3° daß die Register und andere Schriftstücke genau und den bezüglichen Verordnungen gemäß geführt werden ;

4° daß die Geldeinlieferungen der Aemter, der Abtheilungs-Kassen eines Amtes, der Agenturen, der Local- und Landbriefträger u. s. w. zu den in den Neglementen vorgesehenen Zeitpunkten und in der in denselben vorgeschriebenen Weise erfolge ;

5° daß während des Laufes eines Monats der Kassenbestand den Betrag der geleisteten Kautions und der Dienstbedürfnisse eines Amtes nicht übersteige.

Art. 22. Die Inspectoren prüfen hinsichtlich der Postgebühren die für Einschreibefindungen, Werth- und Paketpostsendungen bestimmten Bücher, sowie die im Bureau vorhandenen Paketadressen des Monats. Sie können ihre Revisionen auch auf andere Punkte ausdehnen, sofern sie dies für angezeigt erachten.

Erscheint ihnen die Anzahl der vorgefundenen Irrthümer zu bedeutend, so machen sie den Director hierauf besonders aufmerksam.

Art. 23. Die Inspectoren prüfen im Weiteren :

1° Ob die ausgezählten Postanweisungen vorchriftsmäßig abgestempelt, ausgefüllt und quittirt sind ;

2° Si les autres pièces de dépense de service sont remplies conformément aux prescriptions ;

3° Si les mandats des paiements faits sur l'ordre du receveur général sont dûment datés et acquittés et s'ils portent la date des paiements, contresignée par le comptable ;

4° Si les préposés des établissements postaux remplissent leur devoir en surveillant eux-mêmes toutes les branches du service dans la mesure imposée aux inspecteurs. — Cette surveillance est recommandée plus spécialement à ces préposés.

Les inspecteurs apposent, à l'encre rouge, la mention suivante dans les pièces de dépenses énumérées aux paragraphes 2 et 3 du présent article :

« Vu pour la poste à , le 18 . .
Signature.

Art. 24. Les inspecteurs doivent également surveiller tous les détails de service non énumérés dans le présent arrêté.

Art. 25. Le séjour des inspecteurs au lieu de leur résidence ne peut se prolonger au delà du plus strict besoin, afin que le service du contrôle n'en souffre pas. La durée de ce séjour et les occupations à remplir pendant sa durée sont déterminées par le directeur.

Art. 26. Les inspecteurs tiennent un registre de correspondance dans lequel ils inscrivent le résumé des affaires traitées.

Art. 27. Outre le matériel de bureau ordinaire, il est fourni à chacun des inspecteurs un timbre de service et un timbre à cacheter.

Art. 28. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*. Il entrera en vigueur le 1^{er} novembre prochain.

Nous nous réservons de statuer sur toutes questions d'interprétation et d'exécution non prévues par les dispositions qui précédent.

Luxembourg, le 28 août 1883.

*Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.*

2° Ob die übrigen Ausgabebeläge den Vorschriften gemäß ausgefüllt sind ;

3° Ob die auf Anordnung des General-Einnehmers ausgezahlten Anweisungen ordnungsmäßig datirt und quittirt sind, und ob sie das Datum der Auszahlung nebst der Gegenzeichnung des Kassenbeamten tragen ;

4° Ob die Postamts-Vorsteher durch eigene Überwachung aller Dienstzweige, wie dies den Inspectoren auferlegt ist, ihrer Pflicht nachkommen. Letztere Beaufsichtigung wird diesen Vorstehern ganz besonders anempfohlen.

Die Inspectoren tragen mit rother Tinte die nachstehende Anmerkung auf die in den Paragraphen 2 und 3 gegenwärtigen Artikels aufgezählten Ausgabebeläge :

„Gesehen für die Post, den . . . 18 . .
Unterschrift.

Art. 24. Auch bezüglich der in gegenwärtigem Beschlüsse nicht aufgeführten dienstlichen Einzelheiten haben die Inspectoren die Aufsicht zu führen.

Art. 25. Die Inspectoren dürfen sich in ihrem Wohnorte nicht über das nothwendigste Zeitmaß aufzuhalten, damit der Aufsichtsdienst hierdurch nicht geschädigt werde. Die Dauer dieses Aufenthaltes und die während desselben vorzunehmenden Verrichtungen werden von dem Director bestimmt.

Art. 26. Die Inspectoren führen ein Correspondenz Journal, in welches sie die von ihnen behandelten Gegenstände kurz eintragen.

Art. 27. Außer dem gewöhnlichen Bureau-material wird jedem Inspector ein Dienst- und ein Siegelstempel zur Verfügung gestellt.

Art. 28. Gegenwärtiger Beschluß soll in's „Memorial“ eingerückt werden. Er tritt mit dem 1. November nächsthin in Kraft.

In jeder Auslegungs- und Ausführungsfrage, welche in obigen Bestimmungen nicht vorgesehen wäre, behalten wir uns den Entscheid vor.

Luxemburg den 28. August 1883.

*Der General-Director der Finanzen,
M. Mongenast.*

Arrêté du 28 août 1883, portant réorganisation de la comptabilité postale sur la mise en compte des taxes non affranchies.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES FINANCES ;

Vu l'art. 24 de la loi du 4 mai 1877, sur le service des postes ;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter le service de la comptabilité des taxes postales aux progrès réalisés dans les moyens d'expédition des objets de correspondance ;

Après délibération du Gouvernement en conseil ;

Arrête :

Art. 1^e. Le bureau expéditeur d'une dépêche postale inscrit la taxe des envois non affranchis ou insuffisamment affranchis, sommairement et en chiffres, dans les rubriques insérées à cette fin dans la feuille d'avis ou la feuille de route qui accompagne cette dépêche jusqu'au bureau de poste distributeur.

Le port dû pour tout envoi taxé à distribuer est encore inscrit, par le bureau d'origine, en francs et en centimes, savoir :

sur l'adresse même de chacun de ces objets, s'il s'agit d'envois de la poste aux lettres ;

sur le bulletin d'expédition, s'il s'agit d'envois de la poste aux colis.

L'annotation de la taxe sur l'adresse des envois et sur le bulletin d'expédition se fait en chiffres et au crayon bleu et, pour autant que possible, à un endroit libre ; elle incombe au bureau d'origine quant au service intérieur, et au bureau d'échange quant au service international et pour tous les envois sujets à taxe qu'il reçoit d'un bureau étranger, quand même ces envois ne seraient pas à distribuer dans le ressort du bureau d'échange.

CHAPITRE I.

Poste aux lettres.

Art. 2. La feuille d'avis et la feuille de route

Beschluß vom 28. August 1883, durch welchen das postalische Rechnungswesen der unfrankirten Portogebühren neu geregelt wird.

Der General-Director der Finanzen;

Nach Einsicht des Art. 24 des Gesetzes vom 4. Mai 1877 über den Postdienst;

Zu Anbetracht, daß es angezeigt erscheint, daß Rechnungswesen der Portogebühren den auf dem Gebiete der Verkehrsmittel zur Beförderung der Postsendungen erzielten Neuerungen anzupassen;

Nach Berathung der Regierung im Conseil;

Beschließt :

Art. 1. Die einen Kartenschluß abertigende Postanstalt trug die Portogebühren der unfrankirten oder ungenügend frankirten Sendungen summarisch und in Ziffern in die zu diesem Betrage in die Brief- oder Frachtkarten, welche den Kartenschluß bis zur Herstellung der Postanstalt begleiten, eingefügte Rubrik.

Das für jede Tarifrie und zu bestellende Sendung geschuldete Porto wird ebenfalls von der Ursprungspostanstalt in Franken und Centimen angeleist, nemlich :

neben der Aufschrift eines jeden dieser Gegenstände, wenn es sich um Briefpostsendungen, und auf der Packabreite, wenn es sich um Paketpostsendungen handelt.

In beiden Fällen wird das Porto in Ziffern mit Blauktast und wo möglich an einer leeren Stelle angeleist. Säher Blauktast ist, bei internen Senden, von der Aufgabe-Postanstalt zu bewirken, um internationales Verlehr da gegen, von der Ubergangs-Postanstalt und zwar hinsichtlich aller der hier unterrichteten Sendungen, welche die von einer fremden Postanstalt ausgehen, selbst wenn diese Sendungen nicht in dem Bereich der Ubergangs-Postanstalt zur Abtheilung zu gelangen haben.

Capitel I.

Werteporto.

Art. 2. Zeile von der Abhandlungspostanstalt

émises par un bureau expéditeur ne renseignent que les taxes et autres sommes gravant les envois distribuables dans le ressort du *bureau qui reçoit la dépêche*.

Si une dépêche comprend des envois distribuables par un bureau autre que le *bureau correspondant*, le montant des taxes et autres sommes est seulement inscrit dans la feuille d'avis ou la feuille de route par le *bureau intermédiaire* qui adresse une dépêche directe au *bureau distributeur* des envois sujets à taxe.

Art. 3. Le bureau destinataire des envois sujets à taxe en fait effectuer la distribution par les facteurs.

1° Les taxes des envois de la poste aux lettres distribués par les facteurs sont inscrits par le bureau destinataire, comme par le passé, dans un « Part de facteur » ordinaire. Les autres détails ne sont plus inscrits qu'aux époques de statistique.

2° Les mêmes taxes sont inscrites par le bureau destinataire dans un « Part comptable de facteur ».

3° Chaque facteur distributeur, à l'exception des facteurs locaux du bureau des postes à Luxembourg-ville, doit être muni de ces deux parts avant le commencement de sa tournée. Chacune de ces deux pièces doit être signée par le préposé du bureau de poste et par le facteur afférent, et ce dernier ne s'en dessaisit qu'après son retour de la dernière distribution du jour.

4° Tous les soirs chaque facteur remet ces deux parts au préposé du bureau, et lui compte le montant des taxes inscrites dans le part ordinaire.

Si un préposé de bureau néglige de se faire payer chaque jour les taxes perçues par les facteurs, il en est responsable vis-à-vis de l'administration.

5° Le total du part comptable doit être égal au total du part ordinaire.

6° Le décompte avec les facteurs se fait

abgefertigten Brief- und Frachtarten weisen nur diejenigen Portogebühren und sonstigen Summen nach, welche auf den Sendungen haften, die im Bestellbezirk des Amtes, welches den Kartenschluß empfängt, zur Austheilung zu bringen sind.

Wenn ein Kartenschluß taxirte Sendungen enthält, die von einer anderen als der in directer Verbindung stehenden Dienststelle zu vertheilen sind, so wird der Betrag der Taxen und sonstigen Summen erst von derjenigen Zwischen-Postanstalt eingeföhrt, welche in directem Kartenwechsel mit dem die Bestellung der taxirten Sendungen vornehmenden Bureau steht.

Art. 3. Die Bestimmungs-Postanstalt der mit Portogebühren belasteten Sendungen läßt diese durch die Briefträger bestellen.

1° Die Portogebühren der von den Briefträgern bestellten Briefpostsendungen werden von der Bestimmungs-Postanstalt, wie bisher, in einem gewöhnlichen Briefträger-Bestellzettel eingeschrieben. Die übrigen Angaben werden nur mehr zur Zeit der statistischen Erhebungen eingetragen.

2° Dieselben Taxen werden von der Bestimmungs-Postanstalt in einen „Briefträger-Rechnungszettel“ übertragen.

3° Jeder bestellende Briefträger, mit Ausnahme der Orts-Briefträger zu Luxemburg-Stadt, muß vor Beginn seines Bestellgangs mit diesen beiden Zetteln versehen sein. Diese Schriftstücke müssen die Unterschrift des Postamts-Vorsteigers und des betreffenden Briefträgers tragen; letzterer gibt dieselben erst nach der Rückkehr aus der letzten Tagesbestellung aus Händen.

4° Allabendlich reicht jeder Briefträger diese beiden Zettel dem Postamts Vorsteher ein, und verrechnet mit ihm den Betrag der in dem Bestellzettel eingeschriebenen Taxen.

Wenn ein Vorsteher es vernachläßigt, sich jeden Tag die von den Briefträgern erhobenen Portogebühren einzuzahlen zu lassen, so bleibt er hierfür der Verwaltung gegenüber verantwortlich.

5° Die Schlusssumme des Rechnungszettels muß der des Bestellzettels gleich sein.

6° Die Abrechnung mit dem Briefträger erfolgt

d'après les inscriptions au part ordinaire ; le montant des taxes irrécouvrables est bonifié à ces employés et porté en déduction. — Le total du part comptable doit rester intact.

Art. 4. Les recouvrements à opérer suivant le part comptable des facteurs figurent en recette sur les comptes comme taxes de lettres et autres dues au Trésor public.

Il est interdit de distribuer ou de faire distribuer un objet taxé qui ne figure pas dans un part comptable.

Chaque part comptable porte le report des jours antérieurs, de façon que le part de chaque facteur indique au dernier jour du mois toutes les taxes des envois non affranchis remis à cet employé afin de recouvrement pendant un seul et même mois.

Le part comptable est tenu conformément aux règles établies aux articles suivants.

Art. 5. Il est fait chaque jour emploi pour chaque facteur distributeur d'un seul exemplaire du part comptable et du part ordinaire.

1^o Le part comptable de chaque facteur rural ou local reçoit par jour autant d'inscriptions de taxes que ce facteur fait de tournées, de sorte que les taxes à recouvrer pendant chaque tournée d'un même jour sont inscrites séparément dans le même part comptable.

2^o Dans l'intérêt d'une distribution accélérée, la perception de Luxembourg-ville n'émet chaque jour qu'un seul part comptable au nom du facteur en chef comme représentant de tous les facteurs de ville ou locaux de ce bureau.

3^o Toutes les taxes doivent être inscrites dans le part comptable par le préposé même ou par le commis de-service. Il est interdit aux facteurs d'effectuer eux-mêmes des inscriptions dans ce part, sauf leur droit de faire valoir leurs observations au sujet du montant des taxes

gemäß den Eintragungen des Bestellzettels; der Betrag der uneinlösbarer Taxen wird diesen Beamten durch Abzug vergütet. An der Schlusssumme des Rechnungszettels darf keinerlei Änderung vorgenommen werden.

Art. 4. Die auf Grund des Rechnungszettels der Briefträger zu bewirkenden Einziehungen stehen als Einnahme in den Abrechnungen als der Staatskasse geschuldete Brief- und sonstige Portogebühren.

Es ist untersagt, einen nicht in dem Rechnungszettel vermerkten, taxirten Gegenstand auszuhändigen oder auszuhändigen zu lassen.

In jedem Rechnungszettel steht der Übertrag der vorhergehenden Tage, so daß der Zettel eines jeden Briefträgers am letzten Tage des Monats alle Portogebühren der unfrankirten Sendungen angibt, welche diesem Beamten zur Erhebung während eines und desselben Monats übergeben worden sind.

Der Rechnungszettel wird gemäß den in nachstehenden Artikeln festgestellten Bestimmungen geführt.

Art. 5. Jeden Tag kommt für jeden bestellenden Briefträger nur ein Rechnungszettel und ein Bestellzettel zur Verwendung.

1^o In den Rechnungszettel jedes Land- oder Ortsbriefträgers sind täglich so viele Portoeintragungen aufzunehmen, als dieser Briefträger Stundgänge macht, so daß die während jedes Ganges desselben Tages einzuziehenden Portogebühren gesondert in einem und demselben Rechnungszettel zum Ansatz gelangen.

2^o Im Interesse einer beschleunigteren Bestellung stellt das Postamt zu Luxembourg-Stadt nur einen Rechnungszettel auf den Namen des Ober-Briefträgers als Vertreters aller Stadt- und Ortsbriefträger dieses Amtes aus.

3^o Alle Portogebühren müssen von dem Vorsteher selbst oder von dem diensttuenden Commis in den Rechnungszettel eingeschrieben werden. Es ist den Briefträgern untersagt, eigenhändig in diesem Zettel Einschreibungen vorzunehmen, wobei jedoch vorbehalten bleibt, daß sie berechtigt

inscrites comparativement à celles reçues en réalité.

4° Les agents des postes préposés à des agences de plein exercice et chargés en même temps d'une distribution locale ou rurale, établissent eux-mêmes leur part comptable et celui des facteurs ruraux et locaux attachés à leur bureau. Le service de comptabilité de ces parts se fait comme dans les perceptions.

Art. 6. Au bureau des postes de Luxembourg-ville, le service de distribution des objets de correspondance est organisé de la manière suivante :

1° Défense est faite aux facteurs d'aller querir dans l'intérieur des bureaux de la perception les envois à distribuer. Ces objets leur sont remis par le facteur en chef.

2° Le percepteur ou le commis de service réunit dans un bureau auquel les facteurs n'ont pas accès, tous les envois à destination de toutes les localités du ressort.

Il fait le triage des objets sujets à une taxe quelconque suivant les libellés des rubriques du part comptable. Après avoir inscrit, en présence du facteur en chef, chaque espèce de taxes sous les rubriques afférentes du part, il lui remet :

- a) le part, afin de signature ;
- b) les envois taxés y portés ;
- c) les envois non taxés.

3° Le facteur en chef se rend ensuite au bureau des facteurs, compte à chacun des facteurs le nombre d'envois sujets à taxe et inscrit le montant de toutes les taxes dans les rubriques réservées à cette fin au dos du part comptable. L'ensemble de ces taxes représentera le montant des taxes inscrites par le percepteur à charge du facteur en chef.

4° A la rentrée de chaque tournée, les facteurs de ville remettent au facteur en chef le mon-

tant de leurs envois et le montant des taxes correspondantes, et le percepteur inscrit ces deux chiffres au dos du part comptable.

4° Die den vollständigen Agenturen vorstehenden und gleichzeitig mit einer Land- oder Ortsbestellung beauftragten Postagenten stellen selbst ihren Rechnungszettel und denjenigen der ihrer Dienststelle zugetheilten Land- und Ortsbriefträger auf. Das Abrechnungsverfahren hinsichtlich dieser Zettel ist dasselbe wie in den Perceptionen.

Art. 6. Am Postamte zu Luxembourg-Stadt erhält der Bestellservice der Postsendungen die nachstehende Einrichtung :

1° Es ist den Briefträgern verboten, das Innere der Amtsstuben der Perception zu betreten, um dort die zu vertheilenden Sendungen abzuholen. Diese Sendungen werden ihnen von dem Ober-Briefträger übergeben.

2° Der Perceptor oder der diensthüende Commis nimmt in einem Lokale, zu welchem die Briefträger keinen Zutritt haben, alle für die Ortschaften des Bestellbezirks bestimmten Sendungen zusammen.

Er sondert die irgend einer Portogebühr unterworfenen Gegenstände nach den Abtheilungen des Rechnungszettels. Nachdem er in Gegenwart des Ober-Briefträgers alle Portogebühren nach ihrer Art in die betreffende Rubrik des Zettels eingetragen hat, übergibt er ihm

- a) den Zettel zum Unterschreiben,
- b) die in demselben verzeichneten Sendungen,
- c) die nicht taxirten Sendungen.

3° Der Ober-Briefträger begibt sich hierauf in die Dienststube der Briefträger, zählt jedem Briefträger die taxirten Sendungen vor und schreibt den Betrag aller Portogebühren in die zu diesem Zwecke auf der Rückseite des Rechnungszettels aufgenommenen Rubriken. Die Gesamtheit dieser Portogebühren stellt den Betrag der vom Perceptor dem Ober-Briefträger zur Last geschriebenen Portogebühren dar.

4° Bei ihrer Rückkehr von jedem Bestellgang übergeben die Stadtbriefträger dem Ober-Brief-

tant des taxes recouvrées. Si des envois taxés n'ont pu être distribués dans une tournée, ils sont restitués au facteur en chef lors de la remise des espèces sonnantes pour valoir en compte; ce dernier remet les envois restitués au percepteur pour le montant en être compris dans le compte de la prochaine tournée. Le même procédé est suivi, si le destinataire d'un objet taxé a transféré son domicile dans la tournée d'un autre facteur.

5° Les envois taxés non distribuables sont rendus au percepteur, qui indemnise le facteur en chef en établissant le décompte dans la rubrique « Observations ». Le percepteur même se décharge des taxes irrécouvrables au moyen du procédé exposé à l'art. 14 ci-après.

6° La marche indiquée dans le présent article est suivie pour toutes les distributions d'une journée des facteurs de ville et des facteurs locaux.

Art. 7. Dans les autres bureaux de poste, les percepteurs mêmes établissent le part comptable et remettent les envois taxés à chacun de leurs facteurs en même temps que le part.

Art. 8. 1° Si un bureau de poste quelconque est dans le cas d'adresser régulièrement une dépêche à un facteur de relais qui ne ressortit pas à ce bureau, la dépêche doit contenir également un part comptable dans lequel les taxes à percevoir sont inscrites. Le part doit être dressé, même quand il n'y a pas d'envois soumis à taxe dans la dépêche.

Les envois taxés ne sont adressés aux relais que dans le cas où ils peuvent y arriver avant la distribution du jour, avec l'expédition accompagnée d'un part comptable. Dans le cas contraire, ces envois sont adressés au bureau préposé du relais.

träger die Summe der eingezogenen Portogebühren. Sind taxirte Sendungen bei einem Dienstgang unbestellbar geblieben, so werden sie dem Ober-Briefträger bei der Einzahlung des baaren Geldes zurückgegeben, um in Rechnung gebracht zu werden; letzterer stellt die zurückgehaltenen Sendungen dem Perceptor zu, damit deren Betrag in der auf den nächsten Bestellgang bezüglichen Abrechnung aufgenommen werde. Dasselbe Verfahren wird eingehalten, wenn der Adressat einer taxirten Sendung seine Wohnung aus dem Bestellbezirk eines Briefträgers in den eines andern verlegt hat.

5° Die unbestellbaren taxirten Sendungen werden dem Perceptor zurückgestattet, welcher seinerseits den Ober-Briefträger durch eine in der Rubrik „Bemerkungen“ einzutragende Abrechnung entlastet. Der Perceptor selbst entlastet sich für die uneinlösbar gebliebenen Portogebühren in dem in nachstehendem Art. 14 angegebenen Wege.

6° Das in dem gegenwärtigen Artikel vorgeschriebene Verfahren wird für alle Bestellungen eines Tages sowohl der Stadt- als Ortsbriefträger befolgt.

Art. 7. In den übrigen Postanstalten stellen die Perceptoren selbst den Rechnungszettel auf und übergeben den Briefträgern mit jenem Zettel gleichzeitig die taxirten Sendungen.

Art. 8. 1° Wenn eine Postanstalt einem Relais-Briefträger, welcher diesem Amte nicht unterstellt ist, regelmäßig ein Brieypadet zuzufertigen hat, so muß in dieses Padet ebenfalls ein alle zu erhebenden Taxen angebender Rechnungszettel mit eingeschlossen werden. Der in Reihe stehende Zettel ist auch dann auszustellen, wenn in dem Brieypadete keine taxirten Sendungen enthalten sind.

Taxirte Sendungen werden den Briefträgeranstalten (Relais) nur dann direct zugesandt, wenn sie vor Beginn des an denselben Tage vorzunehmenden Bestellganges und zwar mit dem von einem Rechnungszettel begleiteten Hauptkarten-Schlüsse ankommen können. Im entgegengesetzten Falle werden diese Sendungen auf die dem Relais übergeordnete Postanstalt geleitet.

2° Ce part, accompagné du montant des taxes recouvrées et des envois non distribuables, est adressé chaque jour au bureau préposé pour le montant en être porté en recette.

3° Les facteurs de relais reçoivent, en outre, chaque jour une dépêche du bureau préposé, laquelle est également accompagnée d'un part comptable ; celui-ci est renvoyé chaque jour au bureau préposé conformément aux prescriptions du paragraphe précédent.

4° Il est interdit aux facteurs-convoyeurs de remettre aux facteurs de relais des envois sujets à taxe ; ils adressent les envois de cette nature au bureau préposé du relais.

5° Si un facteur de relais doit distribuer un envoi sujet à taxe qui est originaire de son ressort, il l'affranchit jusqu'à concurrence de la taxe due si le destinataire déclare l'accepter, et oblitère le timbre-poste apposé au moyen de son timbre d'annulation.

Tous les autres facteurs sont obligés, dans des cas analogues, de se conformer à la prescription du présent paragraphe.

6° Le part comptable de facteur doit être dressé pour chaque facteur de relais et pour les facteurs locaux et ruraux, même quand il n'y a pas lieu à inscription de taxe. Dans ce cas, on inscrira au part le mot « Néant ».

Art. 9. Les différents parts comptables qu'un facteur de relais peut être dans le cas de recevoir sont réunis pour chaque jour et les différentes inscriptions sont reportées au part que le bureau préposé lui avait adressé pour le même jour. Ces transcriptions se font par le bureau préposé, qui attache les parts supplémentaires à celui qu'il avait émis lui-même ; l'ensemble de ces parts est produit à la direction des postes et télégraphes avec les pièces de la comptabilité mensuelle.

Art. 10. Toute observation à présenter conformément à l'alinéa 4 de l'art. 5 à l'encontre

2° Die Rechnungszettel nebst dem erhobenen Gebührenbetrag und den unbestellbaren Sendungen werden jeden Tag der übergeordneten Postanstalt zur Einnahme-Verrechnung übersandt.

3° Den Relais-Briefträgern geht außerdem jeden Tag ein einen Rechnungszettel enthaltenden Briefkarten schluss von der Postanstalt zu, von welcher sie abhängig sind. Der gebaute Zettel wird den Vorschriften des vorigen Paragraphen gemäß jeden Tag an die vorgesetzte Postanstalt zurückgesandt.

4° Es ist den Posthoffnern untersagt, den Relais-Briefträgern zu taxirende Briefe unmittelbar zu überweisen ; derartige Sendungen sind an die dem Relais übergeordnete Postanstalt zu richten.

5° Wenn ein Relais-Briefträger eine aus seinem Bestellbezirk herührende, portopflichtige Sendung zur Vertheilung zu bringen hat, frankirt er dieselbe bis zur Höhe des Portobetrages, so der Adressat sie anzunehmen erklärt und entwertet die aufgeklebte Freimarke vermittelst seines Dienststempels.

Alle übrigen Briefträger sind in solchen Fällen verpflichtet, sich an die Vorschriften des gegenwärtigen Paragraphen zu halten.

6° Der Rechnungszettel muß für alle Relais-Briefträger und für alle Orts- und Landbriefträger ausgestellt werden, selbst wenn keine Portogebühr einzutragen ist. In letzterem Falle trägt der Zettel den Bemerk „leer“.

Art. 9. Alle Rechnungszettel, die ein Relais-Briefträger erhält, werden für jeden Tag zusammen genommen und deren sämtliche Eintragungen in den Rechnungszettel übertragen, welchen die übergeordnete Postanstalt ihm für denselben Tag zugesandt hatte; diese Übertragungen erfolgen durch die übergeordnete Postanstalt, welche die anderweitig ausgestellten Rechnungszettel an denjenigen hestet, den sie selbst ausgestellt hatte; sämtliche Rechnungszettel sind der Post- und Telegraphen-Direction mit den monatlichen Abrechnungs-Schriftstücken einzusenden.

Art. 10. Jede gemäß Art. 5, Absatz 4, gegen die Eintragungen eines Rechnungszettels zu er-

des inscriptions d'un part comptable doit être faite immédiatement; le facteur en chef de Luxembourg-ville et les facteurs des autres bureaux comptent les taxes portées sur les adresses en présence du percepteur. Quant aux facteurs de relais, ils font parvenir leurs réclamations à ce sujet au bureau préposé en même temps qu'ils lui renvoient le part auquel ces réclamations se rapportent. Toute observation faite après ces délais est considérée comme non avenue.

Art. 11. Si un particulier réclame au bureau distributeur un objet de correspondance sujet à une taxe quelconque, cet objet peut être remis contre paiement de la taxe indiquée en chiffres sur l'adresse, après que le bureau y a apposé des timbres-poste jusqu'à concurrence de la taxe annotée et annulé les timbres employés au moyen d'une empreinte lisible du timbre à date.

Les destinataires qui jouissent de la faculté de retirer leurs correspondances d'un casier ou d'une boîte particulière, doivent déposer au bureau de poste une somme aversionnelle pour l'affranchissement préalable des correspondances taxées arrivées à leur adresse; faute de quoi les objets sujets à une taxe sont inscrits dans le part comptable et remis à domicile par le facteur dans sa tournée ordinaire.

Art. 12. Les taxes de non-affranchissement de toute nature, qui sont irrécouvrables pour un motif quelconque et qui figurent en recette dans les parts comptables, sont bonifiées aux bureaux de poste.

Pour pouvoir jouir de la bonification de la taxe irrécouvrable, les objets qui en sont frappés devront porter l'indication du motif de la non-remise au destinataire. Il n'est rien bonifié du chef des taxes qui ne figurent pas en recette dans les parts comptables.

Art. 13. La bonification de taxes est limitée à quatre catégories d'objets de correspondance:
 1^o Aux envois de et pour l'intérieur qui ne

hebende Ausstellung muß sofort eingelegt werden; der Ober-Briefträger zu Luxemburg-Stadt und die Briefträger der übrigen Anstalten berechnen in Gegenwart des Perceptors die auf den Adressen angezeigten Portogebühren. Die Relaisbriefträger machen ihre befallenen Ausstellungen an die übergeordnete Postanstalt bei Rücksendung des Zettels, auf welchen die Ausstellungen sich beziehen. Gebe später erhobene Einwendung wird als nichtig betrachtet.

Art. 11. Wenn eine Privatperson ein mit Portogebühr belastetes Poststück von dem Amte, welchem die Bestellung obliegt, abzuholen wünscht, so kann diese Sendung gegen Erlegung der auf der Adresse in Ziffern angegebenen Portogebühr ausgebändigt werden, nachdem die Postanstalt den angebauten Gebührenbetrag in Freimarken darauf gelebt und letztere mittels leserlichem Abdruck des Datumstempels entwertet hat.

Diejenigen Adressaten, welche ihre Poststücke mittels besonderen Faches oder Kastens an der Postanstalt abholen lassen, haben bei demselben eine Durchschnittssumme zum vorgängigen Franken der unter ihrer Adresse eingegangenen taxirten Sendungen zu hinterlegen, währendfalls werden die portopflichtigen Sendungen in den Rechnungszettel eingetragen und von dem Briefträger auf seinem gewöhnlichen Bestellgange in der Wohnung abgegeben.

Art. 12. Unfrankirte Portogebühren jeder Art, die aus irgend einer Ursache uneinlösbar geblieben und auf den Rechnungszettel in Einnahme getragen sind, werden den Postanstalten vergütet.

Zu dieser Vergütung ist erforderlich, daß der Grund der nicht erfolgten Bestellung auf den taxirten Sendungen angegeben werde. Für die nicht in den Rechnungszetteln in Einnahme gestellten Taxen wird nichts vergütet.

Art. 13. Die Portovergütung ist auf vier Arten von Poststücken beschränkt, nämlich:
 1^o Auf die aus dem Inlande herrührenden

peuvent pas être distribués dans le ressort d'un bureau, lequel, après avoir pris la taxe à sa charge en la portant sur un part comptable, réexpédie plus tard l'envoi taxé à un nouveau bureau destinataire ou bien le renvoie au bureau d'origine avec un bulletin « Correspondance réexpédiée ». Le préposé du nouveau bureau de destination, et éventuellement celui du bureau d'origine, signe le bulletin et le renvoie au bureau intéressé.

Si l'envoi ainsi réexpédié ou renvoyé doit passer par un bureau intermédiaire ayant d'arriver à destination, le bulletin est fixé à l'envoi même au moyen d'un fil en croix, et le bureau destinataire inscrit l'adresse du bureau expéditeur au dos du bulletin lors du renvoi.

2° Aux envois originaires de l'étranger qui ne peuvent pas être distribués dans le ressort d'un bureau, lequel, après avoir pris la taxe à sa charge en la portant dans un part comptable, adresse l'envoi rebuté au directeur de l'administration en y joignant également un bulletin « Correspondance réexpédiée ». Le directeur signe le bulletin et le renvoie au bureau en cause ; il appose ensuite sur l'objet taxé le timbre « Déboursé » et fait remettre l'envoi même au bureau des postes de Luxembourg-ville afin de réexpédition immédiate au bureau d'origine étranger, à moins que des conventions particulières n'aient déterminé des époques fixes pour le renvoi des objets non distribuables.

Les envois taxés de même provenance que le premier bureau de destination peut faire parvenir au destinataire en les réexpédiant sur un autre bureau de l'intérieur, sont traités conformément à la prescription du § 1^e du présent article sur les envois réexpédiés de et pour l'intérieur.

3° La taxe des envois de et pour l'intérieur tombés en rebut et renvoyés au bureau d'origine, est bonifiée éventuellement à ce bureau

und für dasselbe bestimmten Sendungen, welche in dem Bestellbezirk einer Postanstalt nicht vertheilt werden können und von dieser Anstalt, nachdem sich diese die Portogebühr in dem Rechnungszettel zur Last geschrieben hat, auf eine neue Bestimmungs-Postanstalt geleistet oder auf die Aufgabe-Postanstalt unter Beifügung einer „Entlastungskarte“ zurückgesandt wird. Der Vorsteher der neuen Bestimmungs- und vorkommenden Falls der Aufgabe-Postanstalt unterschreibt diese Karte und schickt sie der betheiligten Postanstalt zurück.

Wenn die so weiter- oder zurückgeleitete Sendung eine zwischenliegende Postanstalt zu durchlaufen hat, ehe sie an ihren Bestimmungsort gelangt, so wird die Karte mittels kreuzweise umgelegten Bindfadens an diese Sendung befestigt und die Adresse des Absendungs-Postamts bei der Rückleitung von der Bestimmungs-Postanstalt auf die Rückseite der Karte geschrieben.

2° Auf die aus dem Auslande herrührenden Sendungen, welche in dem Bestellbezirk einer Postanstalt nicht vertheilt werden können und von derselben, nachdem sie sich die Portogebühr in einem Rechnungszettel zur Last geschrieben hat, an den Director der Verwaltung unter Anschluß einer „Entlastungskarte“ einsendet. Der Director unterschreibt die Karte und schickt sie der betreffenden Postanstalt zurück ; er versieht alsdann die taxirte Sendung mit dem Stempel „Auslage“ und läßt dieselbe zur sofortigen Weiterbeförderung nach dem Ursprungsorte bei dem Postamte in Luxemburg-Stadt abgeben, wenn die Rücksendung nicht durch besondere Verträge auf bestimmte Zeitpunkte festgesetzt ist.

Die aus dem Auslande herrührenden taxirten Sendungen, welche die erste Bestimmungs-Postanstalt durch Weiterbeförderung auf eine andere Postanstalt des Inlandes dem Adressaten zukommen lassen fann, werden gemäß den Vorschriften des ersten Paragraphen des gegenwärtigen Artikels über weiterbeförderte Sendungen aus und nach dem Inlande behandelt.

3° Die Portogebühr der aus dem Inlande herrührenden und für dasselbe bestimmten unbestellbaren und an die Aufgabe-Postanstalt zurückge-

sur la « Liste mensuelle des rebuts » qui accompagne l'envoi de la comptabilité mensuelle des bureaux de poste.

Lorsqu'un bureau correspondant renvoie au bureau d'origine des envois rebutés, la taxe de retour n'est inscrite dans la feuille d'avis que si l'expéditeur est connu; si celui-ci refuse le paiement des taxes dues, l'envoi et les taxes afférentes sont portés sur la liste des rebuts.

Sont également inscrits sur la liste des rebuts les envois taxés non distribuables, originaires et à destination du ressort d'un même bureau.

Quant aux rebuts de toute autre nature renvoyés au bureau d'origine, la taxe n'en est pas inscrite dans la feuille d'avis ni dans la liste des rebuts.

4° Les « remboursements » de la poste aux lettres sont inscrits en détail dans la feuille d'avis accompagnant la dépêche que le bureau d'origine adresse directement au bureau destinataire.

Si les envois contre remboursement ne font que transiter par un bureau intermédiaire qui adresse une dépêche directe au bureau de destination, c'est exclusivement ce bureau intermédiaire qui inscrit dans la feuille d'avis, séparément, le montant de chaque remboursement, avec indication du nom du bureau d'origine. Dans ce cas, le bureau d'origine n'inscrit dans la feuille d'avis pour le bureau intermédiaire que le nombre global des envois contre remboursement qui transitent par ce dernier bureau.

Le bureau destinataire renvoie le « Récépissé de remboursement » au bureau d'origine, dans le délai prescrit.

Le montant recouvré est payé à l'envoyeur contre quittance et contre restitution du « Revers ». Le montant recouvré et payé de chaque envoi contre remboursement est inscrit par les

senden Sendungen wird letzterer Anstalt zutreffenden Fällen in dem „Monats-Verzeichniß der unbestellbaren Postsendungen“, welches den monatlichen Abrechnungs-Schrifstücke der Postanstalten beizulegen hat, vergütet.

Wenn eine Postanstalt der mit ihr verkehrenden Ursprungs-Postanstalt unbestellbare Sendungen zurückhält, so wird das Rücksendungs-Porto nur dann in die Briefkarte eingetragen, wenn der Absender bekannt ist; verweigert dieser die Zahlung der Portogebühren, so wird die Sendung sammt den Gebühren in das Verzeichniß der unbestellbaren Postsendungen aufgenommen. Die aus einem Bestellbezirke herrührenden und für denselben bestimmten unbestellbaren Sendungen werden ebenfalls in dieses Verzeichniß eingetragen. Die Portogebühren aller übrigen an eine Aufgabe-Postanstalt zurückgesandten unbestellbaren Sendungen dürfen weder in die Briefkarte noch in das erwähnte Verzeichniß eingeschrieben werden.

4° Die „Nachnahmen“ der Briefpost werden einzeln in der Briefkarte vermerkt, welche dem von der Aufgabe- an die Bestimmungs-Postanstalt unmittelbar zugefertigten Kartenschluß beigegeben ist.

Wenn die Nachnahme-Sendungen in einem zwischenliegenden Amte, welches einen direkten Kartenschluß auf die Bestimmungs-Postanstalt fertigt, bloß durchgehen, so schreibt nur diese Durchgangs-Postanstalt den Betrag jeder Nachnahme einzeln in die Briefkarte unter Angabe der Ursprungs-Postanstalt. Letztere schreibt in diesem Falle in die Briefkarte für die Durchgangs-Postanstalt nur die Anzahl der bei letzterer Postanstalt transittirenden Nachnahmesendungen.

Die Bestimmungs-Postanstalt sendet den „Nachnahmeschein“ in der vorgeschriebenen Frist an die Aufgabe-Postanstalt zurück.

Der eingezogene Betrag wird dem Absender gegen Quittung und Rückgabe des „Einlieferungsscheines“ ausbezahlt. Der erhobene und ausbezahlte Betrag jeder Nachnahmesendung wird von

bureaux afférents en détail dans « l'état des recettes » de la poste aux lettres, savoir :

- a) en recette, par le bureau destinataire qui en a recouvré le montant;
- b) en dépense, par le bureau d'origine, qui en a effectué le remboursement.

Les récépissés joints à l'état de recette doivent se suivre dans l'ordre de leur inscription.

Les prescriptions du § 2 de l'art. 18 du présent règlement sont applicables aux demandes de bonification relatives au service des « Remboursements » de la poste aux lettres.

Art. 14. Au bureau des postes à Luxembourg-ville, la bonification des taxes portées en recette dans le part comptable et devenues irrécouvrables, se fait de la manière suivante :

a) Pour les taxes de et pour l'intérieur, la bonification se fera d'après les règles tracées ci-dessus pour les bureaux de poste en général.

b) Pour les envois originaires de l'étranger, ce bureau établit pour chaque mois une seule liste de ces envois. Cette liste sera journellement présentée, avec les envois taxés, à la Direction où elle est soumise à la vérification ; après examen des envois, la bonification est inscrite dans la liste par le directeur ou son délégué, qui appose chaque fois sa signature à côté de la taxe inscrite.

Chaque envoi compris dans la liste sera frappé à la Direction du timbre « Déboursé ». Les inscriptions à la Direction ne se font autant que possible qu'une fois par jour ; le directeur peut permettre des exceptions à cette règle.

Art. 15. Les bonifications énumérées aux articles précédents sont les seules qui puissent être faites sous le point de vue du mode de taxation ; le directeur est chargé de prendre pour chaque cas particulier des décisions spéciales relativement aux demandes de bonification de toute autre nature.

A partir de la mise en vigueur du présent

den betreffenden Postanstalten einzeln in das „Einnahme-Verzeichniß“ der Briefpost getragen, nämlich :

- a) Als Einnahme, von der Bestimmungs-Postanstalt, welche den Betrag eingezogen hat;
- b) Als Ausgabe, von der Aufgabe-Postanstalt, welche die Nachnahme ausbezahlt hat.

Die dem Einnahme-Verzeichniß beigefügten Nachnahmescheine müssen in der Reihenfolge ihrer Einschreibung geordnet sein.

Die Vorschriften im Paragraphen 2, Art. 18, des gegenwärtigen Reglements sind auf die den Briefpost-Nachnahmedienst betreffenden Vergütungsforderungen anwendbar.

Art. 14. Bei dem Postamte in Luxembourg-Stadt erfolgt die Entlastung der in dem Rechnungszettel in Einnahme gebrachten und uneinlösbar gebliebenen Gebühren in folgender Weise :

a) Die den internen Verkehr betreffenden Portogebühren werden nach den vorstehend für die Postämter im Allgemeinen bezeichneten Regeln vergütet.

b) Hinsichtlich der aus dem Auslande herriührenden Sendungen stellt das Postamt jeden Monat nur ein Verzeichniß dieser Sendungen auf; diese Liste wird der Direction mit den taxirten Sendungen täglich eingereicht und von dieser geprüft. Nach erfolgter Prüfung der Sendungen wird der zu vergütende Betrag von dem Director oder dessen Delegirten in die Liste eingeschrieben, welcher neben diese Eintragung seine Unterschrift setzt.

Sebe in dem Verzeichniß aufgeführte Sendung wird in der Direction mit dem Stempel „Auslage“ bedruckt. Die dorfselbst vorzunehmenden Eintragungen geschehen wo möglich nur ein Mal des Tages ; der Director kann Ausnahme von dieser Regel gestatten.

Art. 15. Die in den vorstehenden Artikeln aufgezählten Entlastungen sind die einzigen, welche hinsichtlich der Taxirung gewährt werden können. Der Director ist beauftragt, für jeden besonderen Fall einen speciellen Entschied bezüglich der Vergütungsforderungen jeder andern Art zu treffen.

Bon dem Tage ab, wo das gegenwärtige Re-

règlement, les taxes des envois de la poste aux lettres ne seront plus inscrites ni dans le registre des recettes, ni dans le registre pour mémoire, ni dans tout autre registre. Tous les registres y relatifs et l'état pour mémoire sont supprimés.

Il n'est rien innové à la comptabilité de la poste aux colis.

Art. 16. Les parts comptables des facteurs sont réunis chaque mois dans une liasse séparée pour chaque facteur, de telle sorte que ces pièces se suivent par ordre de date. Le « Total général » du part du dernier jour du mois sera inscrit, pour chaque facteur séparément, dans « l'Etat des recettes et respectivement des non-valeurs » de la poste aux lettres. Cet état est adressé à la Direction des postes et télégraphes avec la comptabilité mensuelle, accompagné de tous les parts comptables du mois.

Les bonifications sont inscrites dans le même état

a) *Pour les envois originaires de l'étranger :*

1° Par le bureau de Luxembourg-ville, en une seule somme sous la rubrique « Déboursés alloués par le directeur ». La liste des bonifications émargée par le directeur sera totalisée et jointe à cet état.

2° Par les autres bureaux, sous la même rubrique, mais en détail. Toutes les bonifications inscrites doivent être appuyées des bulletins signés par le directeur, et classés dans l'ordre dans lequel ils figurent sur l'état des recettes.

b) *Pour les envois de et pour l'intérieur :*

Par tous les bureaux indistinctement sous la rubrique afférente de l'état des recettes et dans l'ordre indiqué au paragraphe précédent.

Les bulletins de bonification sont réunis en liasse et joints au dit état.

lement in Kraft tritt, werden die Gebühren der Briefpostsendungen weder in dem Einnahme-, noch in dem Nachweisungs-, noch in irgend einem anderen Register gebucht. Alle diesbezüglichen Register, sowie das Nachweisungs-Verzeichniß, kommen in Wegfall.

In dem Rechnungswesen der Packetpost wird keine Neuerung eintreten.

Art. 16. Die Rechnungszettel der Briefträger werden jeden Monat in ein besonderes Band und zwar derart zusammengefaßt, daß diese Zettel sich nach Datumsordnung folgen. Die Schlusssumme des letzten Monatstages wird für jeden Briefträger insbesonders in das „Verzeichniß der Einnahmen bzw. der Umlaufthe“ der Briefpost eingetragen. Dieses Verzeichniß wird an die Post- und Telegraphendirection unter Anschluß aller Rechnungszettel des Monats mit der Monatsabrechnung eingesandt.

Die Entlastungsbeträge werden in demselben Verzeichniß

a) *Hinsichtlich der aus dem Auslande herrührenden Sendungen:*

1° von dem Postamte zu Luxembourg-Stadt, in einer einzigen Summe unter der Rubrik „Von dem Director gewährte Entlastungen“, eingetragen. Das von dem Director unterschriebene Entlastungsverzeichniß wird aufsummirt und dem vorerwähnten Verzeichniß beigegeben;

2° von den übrigen Amtmännern in dieselbe Rubrik, jedoch einzeln eingeschrieben. Alle eingetragenen Vergütungen müssen durch Entlastungskarten, welche die Unterschrift des Directors tragen, belegt und in der Reihenfolge geordnet werden, wie sie in dem Einnahme-Verzeichniß eingeschrieben stehen.

b) *Hinsichtlich der Sendungen aus und nach dem Inlande:*

von allen Postämtern ohne Unterschied unter der entsprechenden Rubrik des Einnahme-Verzeichnisses und in der im vorigen Paragraphen angegebneten Ordnung eingetragen.

Die Entlastungskarten werden zu einem Bunde vereinigt und dem genannten Einnahme-Verzeichniß beigefügt.

Art. 17. Ne sont plus employées dans le service de la poste aux lettres les dénominations de «Détaxe», «Déboursé-receite», «Déboursé pour votre bureau», «Déboursé en passe votre bureau».

Il n'est rien innové dans la tenue du part de facteur ordinaire des facteurs ruraux. Ce part continuera également à servir aux facteurs locaux de Luxembourg-ville pendant les jours du dénombrement statistique. L'inscription de tous les détails y prévus se fera de la manière prescrite pour la tenue du part comptable des facteurs.

CHAPITRE II.

Poste aux colis.

Art. 18. 1^e Le bureau de Luxembourg-gare inscrit chaque jour sur un part comptable la taxe de factage à percevoir du chef de la distribution des colis.

Ce part est tenu conformément aux dispositions du présent arrêté.

Les bonifications à accorder à ce bureau pour des factages irrécouvrables doivent être demandées de la manière indiquée ci-après.

2^e Dans le service de la poste aux colis, il n'est fait aucune bonification autre que celle demandée au moyen d'un bulletin «Déboursé à allouer». Ce bulletin doit justifier de la non-remise d'un envoi taxé ou grevé d'un remboursement par l'indication du bureau auquel l'envoi a été adressé afin de distribution; il est joint chaque mois à la comptabilité mensuelle.

Art. 19. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*. Il entrera en vigueur le 1^{er} novembre prochain; à partir de la même date toutes les dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées.

Nous nous réservons de statuer sur toutes questions d'interprétation et d'exécution non prévues par les dispositions qui précèdent.

Luxembourg, le 28 août 1885.

*Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.*

Art. 17. Die Bezeichnungen „Gebühren-Unterdrückung“, „Auslagen-Einnahme“, „Auslage für Ihr Amt“, „Transitauslage Ihres Amtes“, kommen fernerhin in dem Briefpostdienste nicht mehr zur Anwendung.

In der Anlegung des gewöhnlichen Bestellzettels der Landbriesträger wird nichts geändert. Dieser Bestellzettel wird ebenfalls von den Ortsbriesträgern zu Luxembourg-Stadt während der Dauer der statistischen Ermittlungen benutzt. Die Eintragung aller in demselben vorgesehenen Einzelheiten geschieht in der für die Führung des Rechnungszettels vorgeschriebenen Weise.

Kapitel II.

Packete post.

Art. 18. 1^e Das Postamt zu Luxembourg-Bahnhof schreibt jeden Tag die für die Abgabe der Pakete zu erhebenden Bestellgebühren in einen Rechnungszettel.

Dieser Rechnungszettel wird den Bestimmungen des gegenwärtigen Beschlusses gemäß geführt.

Die dem genannten Postamte für nicht einlösbares Bestellgeld zu gewährenden Entlastungen müssen in nachbezeichnetter Weise nachgesucht werden.

2^e In dem Paketpostdienste wird keine andere Vergütung gewährt, als die durch eine „Entlastungskarte“ verlangte. Diese Karte muß die nicht erfolgte Bestellung einer taxierten oder Nachnahmefsendung durch Angabe der Postanstalt, auf welche das Paket zur Bestellung geleitet worden ist, nachweisen und wird jeden Monat den Rechnungsschriftstücken beigefügt.

Art. 19. Gegenwärtiger Beschuß soll in's „Memorial“ eingerückt werden und tritt mit dem 1. November nächsthin in Kraft. Von demselben Tage ab sind alle dem gegenwärtigen Reglemente zuwiderlaufenden Bestimmungen aufgehoben.

Wir behalten uns den Entscheid in allen durch die obigen Bestimmungen nicht vorgesehenen, die Auslegung und Ausführung betreffenden Fragen vor.

Luxemburg den 28. August 1885.

*Der General-Director der Finanzen,
M. Mongenast.*

Avis. — École agricole.

Par arrêté royal grand-ducal du 12 de ce mois, ont été nommés à titre provisoire :

Directeur de l'école agricole d'Ettelbruck: M. Nicolas Schroeder, chargé de la direction de l'école primaire supérieure et agricole d'Ettelbruck;

Professeurs de 1^e classe à l'école susdite: M. Camille Aschmann, docteur en sciences chimiques, répétiteur de chimie générale à l'université de Louvain, et M. Jean Becker, instituteur à l'école primaire supérieure et agricole à Ettelbruck;

Professeurs de 2^e classe: M. Nicolas Kunnen, ci-devant instituteur à Bertrange, porteur d'un certificat d'aptitude à l'enseignement dans les écoles normales en France, section des lettres, et M. Philippe Wagner, instituteur à l'école primaire d'Ettelbruck, porteur d'un brevet d'instituteur de premier rang.

M. Aschmann a été proposé en sa qualité de professeur-chimiste à la station de chimie agricole annexée à l'école susdite.

Par arrêté ministériel du même jour, M. Mathias Huss, répétiteur-surveillant à l'école primaire supérieure et agricole à Ettelbruck, a été nommé, à titre provisoire, répétiteur à l'école agricole d'Ettelbruck, et par un autre arrêté du même jour, M. l'abbé Jean Reuland à Ettelbruck, a été chargé provisoirement de l'enseignement de la doctrine chrétienne à l'école susdite.

Luxembourg, le 15 septembre 1883.

*Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,
F. DE BLOCHAUSEN.*

Avis. — Bourses d'études.

Par arrêté royal grand-ducal du 12 du mois courant, l'établissement de la fondation de bourses d'études instituée par feu M. Heuschling, directeur honoraire au ministère de l'in-

Bekanntmachung. — Ackerbauschule.

Durch Königl.-Großh. Beschluss vom 12. d. Mts. sind provisorisch ernannt worden:

zum Director der Ackerbauschule zu Ettelbrück: Hr. Nicolas Schröder, welcher mit der Leitung der Oberprimär- und Ackerbauschule von Ettelbrück betraut war;

zu Professoren erster Klasse ebenfalls: Hr. Camille Aschmann, Doctor der chemischen Wissenschaften, Repetitor der allgemeinen Chemie an der Universität zu Löwen, und Hr. Johann Becker, Lehrer an der Oberprimär- und Ackerbauschule zu Ettelbrück;

zu Professoren zweiter Klasse: Hr. Nicolas Kunnen, vormaliger Lehrer zu Bartringen, Inhaber eines Fähigkeitszeugnisses zum Lehren an den Normalschulen Frankreichs, und Hr. Philipp Wagner, Lehrer an der Primärschule zu Ettelbrück, Inhaber eines Lehrerbrevets ersten Ranges.

Hr. Aschmann ist der Versuchs-Station bei besagter Schule in seiner Eigenschaft als Professor der Chemie vorgesetzt worden.

Durch ministeriellen Beschluss vom nämlichen Datum ist Hr. Mathias Huss, Repetent an der Oberprimär- und Ackerbauschule zu Ettelbrück, provisorisch zum Repetenten an der Ackerbauschule zu Ettelbrück ernannt worden, und durch Beschluss vom selbigen Tage ist Hr. Abbé Johann Reuland, wohnhaft zu Ettelbrück, provisorisch mit dem Religionsunterrichte an besagter Schule betraut worden.

Luxemburg den 15. September 1883.

*Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
F. de Blochhausen.*

Bekanntmachung. — Studienbörsen.

Durch Königl.-Großh. Beschluss vom 12. September d. J. ist die Gründung der durch Hrn. Heuschling, Ehren-Director des Ministeriums des Innern zu Brüssel, in Gemäßheit des ologra-

térieur à Bruxelles, suivant testament olographie du 2 juillet 1881, a été autorisé.

Luxembourg, le 17 septembre 1883.

*Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.*

Avis. — Règlements communaux.

Dans leurs séances respectives des 9., 10., 13 et 16 septembre 1883, les conseils communaux de Lenningen, Wellenstein, Remerschen, Bous et Mondorf-les-bains ont arrêté des règlements pour les bans de vendange dans ces communes, en 1883. — Ces règlements ont été dûment publiés.

Luxembourg, le 16 septembre 1883.

*Le Directeur général de l'intérieur,
H. KIRPACH.*

Avis. — Postes et télégraphes.

Les administrations postales des colonies britanniques de la Guyane et de Tabago participeront à l'échange des cartes postales avec réponse payée.

Luxembourg, le 17 septembre 1883.

*Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.*

Avis. — Assurances.

La compagnie néerlandaise d'assurances sur la vie, dite « *Algemeene Maatschappy van Levensverzekering en Lysrente* », établie à Amsterdam, a été autorisée par arrêté royal grand-ducal du 7 février 1883 à étendre ses opérations sur le Grand-Duché de Luxembourg.

Cette compagnie a déposé dans la caisse de l'Etat le cautionnement exigé par les dispositions sur la matière.

Luxembourg, le 15 septembre 1883.

*Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.*

phischen Testamente vom 2. Juli 1881 gestifteten Studienbörse genehmigt worden.

Luxemburg den 17. September 1883.

*Der General-Director der Finanzen,
M. Mongenast.*

Bekanntmachung. — Gemeindereglemente.

In ihren resp. Sitzungen vom 9., 10., 13. und 16. September 1883 haben die Gemeinderräthe von Lenningen, Wellenstein, Remerschen, Bous und Baud-Mondorf Reglemente über die Sperrung der Weinberge in diesen Gemeinden für 1883 beschlossen. — Diese Reglemente sind vorschriftsmäßig veröffentlicht worden.

Luxemburg den 19. September 1883.

*Der General-Director des Innern,
H. Kirpach.*

Bekanntmachung. — Post- und Telegraphenwesen.

Die Postverwaltungen der britischen Colonien Guyana und Tabago lassen den Austausch von Postkarten mit bezahlter Rückantwort zu.

Luxemburg den 17. September 1883.

*Der General-Director der Finanzen,
M. Mongenast.*

Bekanntmachung. — Versicherungswesen.

Die niederländische Lebens-Versicherungs-Gesellschaft « *Algemeene Maatschappy van Levensverzekering en Lysrente* », mit dem Sitz zu Amsterdam, ist durch Königl.-Großh. Beschluss vom 7. Februar 1883 zum Geschäftsbetriebe im Großherzogthum Luxemburg ermächtigt worden.

Diese Gesellschaft hat die durch die einschlägigen Bestimmungen vorgesehene Caution in die Staatskasse hinterlegt.

Luxemburg den 15. September 1883.

*Der General-Director der Finanzen,
M. Mongenast.*

Avis. — Jury d'examen.

Le jury d'examen pour les sciences naturelles, composé de MM. Reuter, professeur à l'Athénée de Luxembourg, président, *De la Fontaine*, commissaire de district à Luxembourg, *de Waha et Mathias Thill*, professeurs à l'Athénée de Luxembourg, membres, et *Layen*, docteur en médecine, en chirurgie et en accouchement à Luxembourg, membre-secrétaires, se réunira en session ordinaire du 1^{er} au 13 octobre prochain, dans une des salles de l'Athénée, à l'effet de procéder à l'examen de MM. Victor Steichen de Luxembourg, Victor Dasbourg de Larochette, Jean-Pierre Heinen de Contern, Michel Weyrich d'Ehnen, Antoine Schmit de Mersch, récipiendaires pour le premier examen de la candidature en sciences naturelles ; Prosper Leclère de Luxembourg, François Muller de Hollerich, Jules Schroeder de Redange et Auguste Schumacher de Bascharage, récipiendaires pour le second examen de la candidature en sciences naturelles.

L'examen par écrit est fixé au lundi, 1^{er} octobre, pour MM. Steichen, Dasbourg, Heinen, Weyrich et Schmit, et au mercredi, 10 du même mois, pour MM. Leclère, Muller, Schroeder et Schumacher, à 9 heures du matin et à 3 heures de l'après-midi.

L'examen oral aura lieu dans l'ordre suivant : mardi, 2 octobre, celui de M. Steichen, à 9 heures du matin, et celui de M. Dasbourg, à 3 heures de relevée ; mercredi, 3 octobre, celui de M. Heinen, à 9 heures du matin, et celui de M. Weyrich, à 3 heures de relevée ; jeudi, 4 octobre, à 9 heures du matin, celui de M. Schmit ; jeudi, 11 octobre, celui de M. Leclère, à 9 heures du matin, et celui de M. Muller, à 3 heures de relevée ; vendredi, 12 octobre, à 3 heures de l'après-midi, celui de M. Schroeder, et samedi, 13 octobre, à 3 heures de l'après-midi, celui de M. Schumacher.

Luxembourg, le 21 septembre 1883.

Pour le Directeur général des finances :
Le Directeur général de l'intérieur,
H. KIRPACH.

Bekanntmachung. — Prüfungsjury.

Die Prüfungsjury für Naturwissenschaften, bestehend aus den H. Reuter, Professor am Athenäum zu Luxemburg, als Präsident, De la Fontaine, Districts-Commissär zu Luxemburg, de Waha und Mathias Thill, Professoren am Athenäum, als Mitglieder, und Layen, Doctor der Medicin, der Chirurgie und der Geburtshilfe zu Luxemburg, als Mitglied-Secretär, wird vom 1. bis zum 13. October f., in einem der Säle des Athenäums zusammentreten, um zur Prüfung der H. Victor Steichen aus Luxemburg, Victor Dasburg aus Fels, Johann Peter Heinen aus Contern, Michel Weyrich aus Ehnen, Anton Schmit aus Mersch, Recipienden für's erste Examen für die Candidatur der Naturwissenschaften ; Prosper Leclère aus Luxemburg, Franz Müller aus Hollerich, Julius Schröder aus Redingen und August Schumacher aus Niederschleiden, Recipienden für's zweite Examen der Candidatur der Naturwissenschaften zu schreiten.

Die schriftliche Prüfung ist auf Montag, 1. October, für die H. Steichen, Dasburg, Heinen, Weyrich und Schmit, und auf den Mittwoch, 10. October, für die H. Leclère, Müller, Schröder und Schumacher, um 9 Uhr Vormittags und um 3 Uhr Nachmittags festgesetzt.

Die mündliche Prüfung findet statt wie folgt : Dienstag, 2. October, für Hrn. Steichen, um 9 Uhr Vormittags, und für Hrn. Dasburg, um 3 Uhr Nachmittags ; Mittwoch, 3. October, für Hrn. Heinen, um 9 Uhr Vormittags, und für Hrn. Weyrich, um 3 Uhr Nachmittags ; Donnerstag, 4. October, um 9 Uhr Vormittags, für Hrn. Schmit ; Donnerstag, 11. October, für Hrn. Leclère, um 9 Uhr Vormittags, und für Hrn. Müller, um 3 Uhr Nachmittags ; Freitag, 12. October, um 3 Uhr Nachmittags, für Hrn. Schröder, und Samstag, 13. October, um 3 Uhr Nachmittags, für Hrn. Schumacher.

Luxemburg den 21. September 1883.

Für den General-Director der Finanzen :
Der General-Director des Innern,
H. Kirpach.